

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## Droite, Centre et Gauche

**Q**UE des tendances très sensiblement divergentes se soient depuis quelques mois accusées au sein du Parti, nul aujourd'hui ne le nie plus. Mais si des tendances existent, il s'en faut de beaucoup qu'elles soient claires et de contours bien arrêtés. Il y a des tendances, c'est sûr, mais ce sont des tendances indécises et confuses et qui se cherchent encore elles-mêmes. Elles se trouveront... Pour qu'elles se trouvent, il ne leur manque que des chefs, capables de forger des mots d'ordre et de se faire écouter des masses. Ne doutons pas, hélas ! que de tels chefs ne surgissent un jour, — et souhaitons en passant que l'agitation qu'ils tâcheront de susciter n'en-trave pas irrémédiablement le travail collectif du Parti !...

Hier à l'assemblée fédérale de la Seine, après l'audition du compte rendu de Frossard, la question qui fut posée le plus souvent à l'orateur fut celle-ci : « Qu'est-ce que la droite ? Qu'est-ce que le centre ? Qu'est-ce que la gauche ? »

« Frossard, note l'*Humanité*, répond que suivant l'Exécutif, il y a trois tendances dans le Parti : la *gauche*, qui respecte les décisions de l'Internationale communiste, le *centre* qui correspond à la majorité du Comité directeur, et la *droite* caractérisée par son antimilitarisme absolu et ses regrets de la scission. »

« Suivant l'Exécutif » a dit notre prudent Frossard... Il eût pu ajouter que ceux qui sont classés à droite protestent à grands cris contre l'arrêt qui les concerne : ils ne veulent pas, ces bons garçons, être à droite ; ils veulent à tout prix être à gauche. A gauche ? Que dis-je ! A l'extrême-gauche, et non seulement du Parti français, mais de l'Internationale. Et voilà une preuve entre dix, de la confusion singulière qui règne en ce moment dans les esprits !

Etre à droite est-il donc infamant ? On le croirait au vu de tant d'effervescence. Et cependant il n'en est rien. Tout le monde, dans un parti, ne peut pas être à gauche, si enviable que la position puisse paraître. On n'est pas nécessairement à gauche du fait de la posi-

tion qu'on occupe par rapport au front unique — considéré bien à tort comme une tentative indidieuse de rapprochement avec les réformistes. On n'est pas davantage à gauche parce qu'on flétrit toute violence d'où qu'elle vienne, tout gouvernement quel qu'il soit, ni parce qu'on fait chorus, en matière syndicale, avec Verdier, Quinton, Lecoin. On est à gauche selon la position qu'on occupe vis-à-vis des principes et des statuts de l'Internationale communiste. Qui les accepte, non pas du bout des lèvres, mais du fond du cœur est à gauche ; qui ne les accepte pas ou bien, les acceptant, fait mine de ruser avec eux, n'est pas à gauche, mais à droite, — ce qui, soit dit à titre de consolation, est encore une façon d'être à gauche : à gauche des social-traitres et des centristes !

Il faut toujours en revenir, au bout du compte, aux vingt et une conditions du 2<sup>e</sup> Congrès mondial. La caractéristique des militants communistes qui, « suivant l'Exécutif », forment la gauche du Parti, a toujours été d'envisager les 21 conditions, comme une réalité vivante et décisive. S'écarter d'elles, c'est se rapprocher consciemment ou inconsciemment, du vieux parti ; c'est retourner, consciemment ou inconsciemment à l'idéologie et aux pratiques de la démocratie vulgaire. Et, de fait, combien se disent communistes qui n'ont jamais été, qui ne seront jamais que des démocrates avancés !

« On est à droite quand on n'a pas brisé radicalement avec le socialisme d'avant-guerre. La nouveauté du communisme est moins dans son programme, que dans sa conception du parti, étroitement liée d'ailleurs à la conception communiste de l'action révolutionnaire. L'ancien socialisme était avant tout une idée ; le nouveau socialisme est une idée aussi, mais c'est de plus une *organisation*, une *tactique*, une *discipline*. Or, plus exactement, dans ce nouveau socialisme qu'est le communisme, idée, organisation, tactique et discipline forment un tout indissoluble. Et c'est ce tout indissoluble qu'on nomme le Parti, — qu'on nomme l'Internationale.

Pour le catholique, ce qui est au-dessus de

tout — presque au niveau de Dieu lui-même — c'est l'Eglise. Pour les communistes conscients, le Parti, c'est l'idée incarnée et visible ; l'idée debout, l'idée en marche, l'idée à l'état de force temporelle, de pouvoir contraignant, de loi. L'idée toute seule n'oblige personne ; le parti, lui, soumet l'individu à des obligations de discipline qui, loin de l'abaisser, décuplent sa puissance et développent ses facultés d'action.

Jaurès, revenant en 1912 de Bruxelles, se disait très frappé de la force morale qu'était l'Internationale. Hélas ! elle n'était guère que cela, une force morale et la guerre nous l'a fait bien voir. La III<sup>e</sup> Internationale prétend devenir une *force matérielle*. Qui, par quelque moyen que ce soit, cherche à lui retirer une parcelle, si petite soit-elle, de sa force et de son autorité, est un communiste de droite. Il n'a rien compris « à l'esprit et au caractère de l'I. C. ».

Pour devenir une force matérielle redoutable un puissant levier de révolution, l'I. C. a dû s'organiser en conséquence. Elle a dû notamment répudier tout fédéralisme, enlever aux partis affiliés, non leur autonomie, mais leur indépendance, concentrer les pouvoirs dans un petit nombre de mains. Qui refuse à l'Exécutif le droit de diriger l'Internationale, de blâmer, de suspendre, d'exclure, est un communiste de droite dont la place naturelle est dans l'ancien parti. Oui, communistes de droite, ceux qui ont sans cesse à la bouche les mots de fédéralisme, d'autonomie des partis nationaux, de pensée libre, de droit des minorités, — que sais-je encore !

Pas d'organisation puissante sans unité d'action. L'Internationale communiste a le droit de fixer la tactique qui lui semble la plus appropriée aux circonstances et d'en exiger le respect de *toutes* ses sections nationales. Elle l'a fait pour le front unique et certes elle en avait le droit.

On sait à quelle opposition indomptable, ce mot d'ordre du front unique s'est heurté en France. On ne sait pas assez qu'au fond de cette opposition au front unique, il n'y a eu chez beaucoup qu'un sentiment d'hostilité contre l'Internationale, contre l'esprit, l'organisation, les méthodes, la discipline de l'Internationale. Mais un tel sentiment classe son homme à droite ! A droite encore, à l'extrême-droite ceux qui, parés du manteau de l'autonomie syndicale, prétendent interdire au Parti toute action dans les syndicats ; ceux qui, à la veille de Saint-Etienne, ont osé soutenir dans la C.G. T.U., les éléments les plus contraires à l'Internationale syndicale rouge et par suite à l'Internationale communiste !

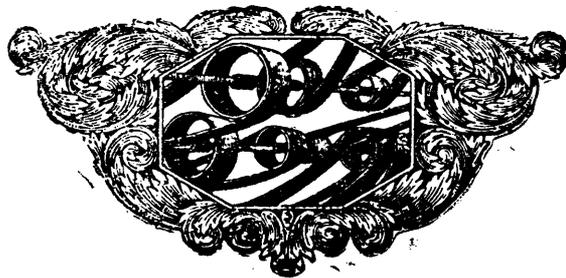
J'ai essayé de définir à traits rapides les caractéristiques de la tendance de droite. Qu'est-ce maintenant que la tendance de gauche ?

C'est celle qui, ne voulant à aucun prix revenir aux errements du passé, entend faire de l'Internationale communiste non une horde, mais une armée, non une fédération de partis nationaux, mais un parti universel. Elle exige

qu'on soit *membre de l'Internationale* avant que d'appartenir à telle ou telle de ses sections territoriales. Elle met délibérément l'Internationale au-dessus des partis nationaux, la discipline internationale au-dessus de la discipline nationale, le Comité Exécutif au-dessus du Comité directeur. L'Internationale est pour elle la réalisation la plus haute, la plus pure, la plus désintéressée de l'idée du communisme, l'instance et la juridiction suprême de qui les décisions font loi. La tendance de gauche est une protestation incessante contre l'individualisme traditionnel du parti français, contre son laisser-aller doctrinal, contre la persistance de ses préjugés nationaux, contre son goût pour la révolution verbale et, les intransigeances de façade.

Et comment, pour finir, caractériser le *centre* ? Le centre est-il bien une tendance ? Oui, et c'est la tendance de ceux qui n'en ont point, de ceux qui ne veulent être ni tout à fait avec les uns ni tout à fait avec les autres. Ils sont nombreux. Ce sont toujours les plus nombreux. Ils ont, dans les mois précédents, marché d'accord avec la droite. L'Internationale communiste, par la voix de l'Exécutif élargi, vient de les rappeler à l'ordre, leur enjoignant d'avoir à marcher désormais non plus avec la droite, mais avec la gauche, non plus contre la gauche mais contre la droite. Nous verrons dans quelle mesure ils se conformeront à l'injonction qui leur est faite. Le centre a un rôle considérable à jouer au cours des mois troublés qui vont venir. Il tient dans ses mains, à cette heure, tout l'avenir de ce parti : il peut nous assurer la paix, il peut nous acculer à la guerre. Selon qu'il le voudra ou non, les récentes décisions de l'Internationale (que la gauche accepte intégralement dans leur esprit et dans leurs termes) seront exécutées ou resteront lettre morte. Pour moi, je veux le dire, j'ai confiance, toute confiance. Les promesses faites seront tenues. Nous ne connaissons pas le serratisme en France. Il n'y a pas de communisme possible en dehors de l'Internationale, parce que l'Internationale c'est le communisme même, le communisme en action.

Amédée DUNOIS.



# Les récentes décisions de l'Internationale

Dans sa séance du 11 juin 1922, le Comité Exécutif élargi de l'Internationale, aux débats duquel, on le sait, participait notre camarade Frossard, a voté les résolutions suivantes que nous remet aujourd'hui, aux fins de publication, le Comité Directeur de notre Parti :

## Programme, Tactique

### Règlement intérieur

L'objet principal du prochain congrès du Parti doit être d'adopter un programme, une tactique et un règlement intérieur répondant parfaitement au rôle du Parti dans l'époque actuelle de préparation à la révolution sociale. Il faut immédiatement procéder à l'élaboration de projets correspondants et à leur publication dans les organes non seulement du parti français, mais encore de toute l'Internationale, afin que la pensée et l'expérience de tous les partis communistes et du Comité exécutif puissent être employées à l'examen et à l'élaboration des documents fondamentaux destinés à assurer le maximum de cohésion et de valeur combative au parti de la classe ouvrière française.

### Structure du Parti

#### 1° Le Comité Directeur

La constitution d'un Comité directeur homogène, capable d'assurer la conduite du Parti conformément aux décisions des congrès communistes internationaux et nationaux, doit dès aujourd'hui faire l'objet d'une soigneuse préparation et être ensuite réalisée au prochain congrès du Parti.

Il faut reconnaître l'absolue nécessité que plus de la moitié des membres du Comité directeur soient des ouvriers ayant conservé une liaison effective avec les masses.

Tous les membres du Comité directeur doivent être soit consacrés au travail du Parti, soit consacrés au travail syndical, ou des travailleurs liés par leur métier à la vie de la masse ouvrière.

Choisir des candidats répondant à ces conditions, examiner leur passé et leur fermeté politique, enfin mettre d'une façon ou de l'autre les fédérations en état de les connaître, voilà la partie essentielle du travail préparatoire qui incombe naturellement à tous les membres du Comité directeur actuel acceptant intégralement les résolutions de l'Internationale Communiste et décidés à assurer leur mise en pratique par l'organisation.

Dans un Comité directeur ainsi composé, la majorité de ses membres réaliseront la liaison du Comité avec les fédérations locales, les syndicats, la presse, etc... En même temps doit être désigné, au sein du Comité directeur, un bureau politique permanent résidant à Paris, concentrant entre ses mains toute la conduite de l'action du Parti, préparant toutes les données nécessaires pour permettre au Comité directeur, dans son ensemble, de prendre les décisions les plus importantes et veillant à la mise en pratique de ces décisions par l'intermédiaire du Secrétariat général du Comité directeur.

### Discipline

Le Comité directeur doit avoir le droit de déclarer hors du Parti tels ou tels membres ou groupes de membres toutes les fois que la chose est nécessaire par des considérations d'ordre politique.

Dans les cas réclamant une enquête détaillée sur une violation de la discipline ou sur d'autres délits ou crimes contre les intérêts du Parti, le

Comité directeur peut remettre la question à l'examen de la commission de contrôle.

Mais toutes les fois que tous les facteurs politiques de la question ne soulèvent aucun doute et que l'exclusion est exigée par les intérêts élémentaires du Parti, le Comité directeur porte lui-même la décision d'exclusion. Il ne peut être fait appel de cette décision que devant le congrès du Parti.

#### 2° La Fédération de la Seine

La Fédération de la Seine a une importance exceptionnelle dans les destinées du communisme français et par suite du communisme international. Partant de cette constatation, l'Internationale estime nécessaire d'inviter les communistes de cette fédération, de même que ceux de tout le Parti français, à modifier radicalement les bases d'organisation actuelles de la Fédération de la Seine.

Le principe du fédéralisme est absolument incompatible avec les intérêts réels d'une organisation révolutionnaire. Toute référence à la constitution fédérative de la République soviétiste est radicalement erronée, étant donné que la structure du Parti communiste ne peut en aucun cas être identifiée à la structure de l'Etat soviétiste. Le Parti communiste, dans toutes les républiques fédérées, est un, et strictement centralisé. Les communistes d'Ukraine, de Géorgie, d'Azerbeïdjan, etc., sont liés aux communistes de Moscou, de Pétrograd, etc., non point par les liens du fédéralisme, mais par le plus sévère centralisme démocratique. Seule l'unité de cette organisation centraliste de la classe ouvrière de Russie lui a permis de défendre victorieusement son existence contre d'innombrables ennemis. L'Internationale condamne de la façon la plus catégorique l'application des principes du fédéralisme et de l'autonomisme dans un parti révolutionnaire qui doit être le levier puissant de l'action révolutionnaire.

Mettre à la tête d'une organisation un comité d'une centaine de membres, ce serait la priver, en fait de toute direction ferme et conséquente.

En conformité des principes régissant la structure de l'Internationale communiste, il doit y avoir à la tête de la Fédération de la Seine un comité composé d'un petit nombre de membres, élus sur la base du centralisme démocratique et absolument responsables de la conduite politique et de l'organisation intérieure de la Fédération.

En même temps, étant donné l'importance exceptionnelle indiquée plus haut de la Fédération de la Seine, il doit être reconnu comme absolument indispensable que deux ou trois membres du Comité directeur soient également membres du Comité de la Seine (soit par élection au Comité directeur de militants de la Seine, soit par introduction dans le Comité de la Seine de membres du Comité directeur en vertu d'une décision spéciale de ce dernier). Ainsi sera assurée la liaison nécessaire entre le centre dirigeant du Parti et sa principale fédération.

### Question syndicale

L'Internationale constate le danger immense causé par le mouvement ouvrier et en particulier au mouvement syndical français par les éléments petit-bourgeois, individualistes, hostiles à l'esprit de discipline prolétarienne et habiles à éviter tout contrôle des organisations sur leur activité per-

sonnelle. En la personne des Verdier, Quinton et autres, nous voyons des hommes qui se couvrent de phrases sur l'autonomie syndicale pour organiser de petites coteries à l'intérieur des syndicats et pour essayer de mettre la main sur la direction du mouvement, sans donner à la classe ouvrière aucune garantie organique non seulement de direction juste, mais même de simple fidélité aux intérêts du prolétariat. Les agissements de ces individualistes petit-bourgeois sont d'autant plus dangereux que, comme Verdier, Quinton et autres, ils pénètrent jusque dans les rangs de notre Parti et, se couvrant de son autorité, sans se soumettre à son contrôle, mènent une action profondément démoralisante, opposant les syndicats au Parti et empoisonnant leurs relations mutuelles.

Exploitant pour leurs buts propres l'hospitalité du Parti, ces éléments sont prêts ensuite à quitter ses rangs, puisqu'aussi bien un régime de suite dans les idées, de discipline et de responsabilité, c'est-à-dire le régime du Parti, est intolérable à l'esprit de ces braconniers du mouvement ouvrier.

L'Internationale estime qu'il est du devoir absolu de tous les éléments conscients et d'avant-garde de la classe ouvrière, et avant tout des organes dirigeants du Parti communiste, de combattre sans pitié ce phénomène et ses fauteurs. Le Parti communiste doit être intégralement et complètement débarrassé des frères spirituels de Verdier et de Quinton, s'ils restent encore dans ses rangs.

C'est pourquoi, dès le Congrès de Saint-Etienne, la fraction communiste et son bureau doivent contribuer à découvrir et à démasquer les pseudo-communistes qui considèrent le Parti et les syndicats comme un champ libre, offert à des coteries irresponsables. Ces pseudo-communistes doivent être impitoyablement chassés de nos rangs, afin qu'à l'avenir ils ne puissent plus causer à la classe ouvrière le dommage incalculable qu'ils lui ont causé dans le passé et qu'ils lui causent encore dans le présent.

Etant donné qu'il y a dans les syndicats demeurés affiliés à la C. G. T. des communistes membres du Parti, le Parti a le devoir absolu de conserver avec ces camarades la liaison organique normale.

Les communistes dans les syndicats réformistes doivent organiser des noyaux communistes, fonctionnant régulièrement et en liaison étroite avec les organes correspondants du parti.

Quel que soit le développement des relations entre la C. G. T. et la C. G. T. U., laquelle est et sera soutenue par le Parti dans sa lutte contre les réformistes, les communistes doivent orienter leur action vers la conquête par l'intérieur de tous les organes de la C. G. T.

### Le Front Unique

L'Internationale constate que la presse et les organes dirigeants du Parti communiste français ont informé le Parti de façon complètement inexacte sur le sens et la signification de la tactique du front unique. L'Internationale repousse simplement les jugements superficiels de journalistes qui veulent voir une renaissance du réformisme là où il n'y a qu'un approfondissement des méthodes de lutte contre ce réformisme.

Représenter la commission des Neuf comme un organe dirigeant supérieur aux trois Internationales, c'est ne rien comprendre à l'esprit et au caractère de l'Internationale Communiste. C'est confondre l'Internationale Communiste avec les organisations purement parlementaires et réformistes, dans lesquelles les délégués et les représentants se placent au-dessus de la masse ouvrière organisée et lui dictent leur volonté. Etant

donné le caractère de l'Internationale communiste et l'esprit de la discipline prolétarienne, les trois délégués envoyés à la commission des Neuf n'étaient que des exécutants temporaires pour un but défini et sous le contrôle absolu de l'Internationale communiste.

La page la plus glorieuse de l'histoire du prolétariat français, la Commune de Paris, n'a été autre chose qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière, groupées contre la bourgeoisie. Si, malgré la réalisation de ce front unique, la Commune a été rapidement écrasée, c'est, avant tout, parce qu'il ne se trouvait pas à l'aile gauche de ce front une organisation véritablement révolutionnaire, disciplinée et décidée, capable, dans le feu des événements, de prendre rapidement la direction.

C'est en ce sens que la Commune a été un gouvernement ouvrier, un bloc des partis et groupements ouvriers opposés à la bourgeoisie. En qualité de gouvernement ouvrier, la Commune a été une étape vers l'établissement du régime socialiste. Il suffira au prolétariat conscient de France de pénétrer l'exemple de la Commune, pour trouver dans son passé héroïque tous les arguments nécessaires en faveur de la tactique véritablement révolutionnaire du front unique, avec la revendication d'un gouvernement ouvrier qui en découle.

L'idée du bloc des gauches, dans les conditions actuelles, peut séduire un grand nombre d'ouvriers politiquement peu expérimentés. Le Parti communiste français doit avoir en vue cette perspective comme un très sérieux danger. Dans toute sa propagande quotidienne, il doit systématiquement opposer à l'idée du bloc des gauches celle du bloc de tous les ouvriers contre la bourgeoisie. Il va de soi qu'au moment des élections, le Parti doit partout prendre position, avec des listes communistes indépendantes. Telle est la seule tactique capable, si elle est appliquée avec un esprit de suite dans tous les domaines (économique, politique, etc.), de réduire au minimum le nombre des ouvriers entraînés dans le cercle d'influence du bloc des gauches et d'étendre l'influence du Parti sur les milieux ouvriers non encore touchés par lui.

### Le régime de la Presse

Pour élever le niveau politique et doctrinal de la masse des membres du Parti, il est absolument indispensable que la presse dirigeante du Parti rompe définitivement avec les mœurs et coutumes du journalisme bourgeois et mette ses colonnes à la disposition non pas de tels ou tels journalistes développant leurs tendances personnelles, mais du Parti lui-même, exprimant systématiquement sa pensée et sa volonté par la plume de ses journalistes. Pour cela, il faut que des articles quotidiens, en dehors des éditoriaux actuels, éclairant du point de vue strict des principes les événements de la vie économique et politique intérieure ou internationale, paraissent sans signature, non pas comme l'opinion de tel ou tel individu, mais comme la voix même du Parti. Le Comité directeur doit, par ses organes compétents, exercer un contrôle et une inspection permanents de la presse, lui donnant des missions déterminées découlant des conjonctures politiques, assurant par là une concordance complète entre l'action de la presse et la sienne propre, soit à l'intérieur du Parti, soit dans toute la lutte politique. En aucun cas, ne peuvent ni ne doivent être publiés comme articles de tête, même avec la signature de leur auteur, des articles critiquant les décisions déjà prises et exécutoires de l'Internationale.

tionale communiste ou du Parti français. Si la publication d'articles de ce genre était jugée utile par les organes dirigeants du Parti, pour éclairer définitivement quelque question, ils ne pourraient, en tout cas, être imprimés qu'à titre d'articles de discussion, avec une note précise de la rédaction, indiquant la décision déjà prise par le Parti et avec des articles dirigeants défendant énergiquement cette décision.

### Le régime des fractions

L'Internationale constate dans le Parti français, outre d'autres symptômes de crise, la renaissance des fractions.

L'extrême-droite du Parti, dont le point de concentration était le Journal du Peuple, a pris dans le Parti et dans sa presse une importance absolument hors de proportion avec sa valeur doctrinale et politique. L'absence de mesures décisives contre cette droite de la part du Comité directeur a conduit fatalement à des essais de renaissance de la fraction de gauche. La lutte entre ces deux fractions devait inévitablement saper la valeur combative du Parti, et peut être à l'avenir un danger pour son unité.

L'Internationale exprime sa profonde conviction que seules une cohésion parfaite de l'écrasante majorité du Parti contre son infime aile droite et une énergique exécution de toutes les décisions prises par la présente conférence enlèveront tout terrain aux groupements fractionnels.

En même temps, l'Internationale invite énergiquement l'aile gauche, tout en continuant à défendre les principes du communisme révolutionnaire, à ne jamais se constituer en fraction séparée, mais à exercer son action dans le cadre des institutions et des organisations communes du Parti et à collaborer activement avec le noyau central du Parti dans tout le travail pratique, et en particulier dans la lutte contre les déformations réformistes pacifistes et anarcho-syndicalistes.

### « L'Internationale » et son Directeur

Le camarade Daniel Renoult, membre du Comité directeur et directeur du journal du soir l'Internationale, a pris une part très active aux travaux de la session de février de l'Exécutif élargi. Dans toutes les questions, sauf celles du front unique, l'Exécutif avait obtenu un accord parfait avec tous les membres de la délégation française, y compris le camarade Renoult.

Dans la question du front unique, le camarade Renoult, qui était rapporteur, et qui vota ensuite, avec la délégation française, contre la tactique du front unique, déclara cependant de la façon la plus catégorique et la plus solennelle que les communistes français, en soldats fidèles de la révolution, se soumettraient sans réserves à la résolution prise après ample et loyale discussion.

Les engagements acceptés par la délégation du Comité directeur sont demeurés inexécutés dans leurs parties les plus essentielles, par suite du peu d'activité et de décision que le Comité directeur a mis à les appliquer. Cependant, la Conférence voit la cause principale de la non-exécution des décisions prises et de la tension des relations entre l'Internationale et sa section française dans la conduite du journal l'Internationale et de son directeur.

En complète contradiction avec les engagements pris et avec sa propre promesse solennelle, le camarade Daniel Renoult, au lieu d'expliquer les décisions et de demander leur exécution unanime, a entrepris une campagne acharnée contre la tactique du front unique et contre la politique de l'Internationale communiste en général. Non content de cette polémique de presse, le camarade

Daniel Renoult, prenant la parole dans des assemblées aussi influentes que le Congrès de la Fédération de la Seine, a invité à voter démonstrativement contre la politique du front unique.

Constatant que le camarade Daniel Renoult a violé manifestement ses devoirs de membre de l'Internationale communiste et a foulé aux pieds les engagements acceptés et solennellement proclamés par lui-même, la Conférence prononce contre le camarade Daniel Renoult, comme délégué du Parti français à Moscou et comme directeur de l'Internationale, un blâme.

En même temps, l'Internationale invite le Comité directeur et son secrétaire général à prendre toutes mesures pour que, dans les mois restant jusqu'au Congrès du Parti, le journal l'Internationale devienne un instrument servant à la mise en pratique effective des décisions de l'Internationale Communiste.

### L'affaire Fabre

L'exclusion de Fabre et de son journal est une étape de la lutte contre cet esprit de bohème intellectuelle anarcho-journalistique qui, particulièrement en France, prend successivement toutes les formes, toutes les couleurs de l'anarchisme et de l'opportunisme, et finit inévitablement par un coup de couteau dans le dos de la classe ouvrière. De cette officina sont sortis les Briand, les Hervé, et des centaines d'autres. L'Internationale compte fermement que le Comité directeur et la presse du Parti expliqueront aux masses ouvrières la signification politique de l'exclusion de Fabre. A cette condition seulement la mesure prise sera une sentence de mort pour le fabrisme du Parti et assurera à l'opinion communiste l'élasticité révolutionnaire nécessaire pour que les chercheurs d'aventures du journalisme soient toujours automatiquement et sans difficultés éliminés du Parti.

### Le prochain Congrès du Parti

La préparation du prochain congrès du Parti doit être une campagne pour la consolidation doctrinale et organique du Parti français, contre toutes les tendances du pacifisme petit-bourgeois, de l'anarcho-syndicalisme, du révolutionnarisme de paroles, contre les théories subordonnant l'action du prolétariat à la volonté ou à la maturité de la classe paysanne et falsifiant par là même le caractère de classe du Parti, etc... Etant donné que les diverses tendances ont déjà apporté un trouble extrême dans la conscience du Parti, la presse communiste doit faire la clarté sur toutes ces questions en rappelant à la mémoire de ses membres les résolutions correspondantes de l'Internationale communiste, en particulier les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale. Toutes ces décisions doivent être éclairées ou illustrées par les exemples des manifestations littéraires et politiques manifestement incompatibles avec ces résolutions que se sont permis plusieurs militants responsables.

La date du Congrès devra être fixée d'un commun accord entre le Comité directeur et l'Exécutif.

### Manifeste du Comité Directeur

Etant donné la nécessité d'une modification radicale dans la politique intérieure du Parti français, résultat qui ne peut être obtenu qu'avec la collaboration consciente de l'énorme majorité de ses membres, l'Internationale estime désirable que le Comité directeur adresse à tout le Parti un manifeste solennel dans lequel il exposera la nature des décisions prises par la présente conférence pour ouvrir une ère nouvelle dans la vie du Parti Communiste français.

## Résolutions du Comité Directeur

### Résolution I

Le Comité Directeur, saisi du blâme voté par la Conférence de l'Exécutif élargi, au camarade Daniel Renoult, directeur de l'Internationale, tient à constater que ce blâme s'adresse en réalité à la majorité du Parti dont Daniel Renoult, dans la discussion sur le front unique, a fidèlement interprété l'opinion.

Solidaire de l'action de Renoult, c'est la majorité du Parti qui doit en supporter avec lui les conséquences que dans sa souveraineté l'Internationale a cru devoir tirer. C'est pourquoi le Comité Directeur fait siennes les déclarations par lesquelles, au sein de l'Exécutif élargi, le camarade Frossard a protesté contre la résolution blâmant Renoult. Il en rappelle le texte ainsi conçu :

« Nous qui connaissons Renoult, qui sommes unis à lui par les liens étroits d'une longue activité commune, qui avons pu apprécier toute la probité de son esprit et la droiture de son caractère, nous savons que dans l'activité qu'il a déployée au cours de ces dernières semaines, il n'a pas eu d'autres préoccupations que de servir les intérêts du Parti et les intérêts de l'Internationale qui se confondent. On lui reproche de n'avoir pas tenu les engagements qu'il a pris à la Conférence de février de l'Exécutif élargi. Nous avons été témoins des efforts qu'il a faits à son retour pour assurer au Comité Directeur l'exécution loyale de ses engagements. La Conférence de Berlin est intervenue. L'attitude de Renoult, pour des raisons déjà indiquées dans une autre intervention, s'est trouvée modifiée et il a entamé une polémique dont la vivacité s'explique seulement par sa sincérité passionnée, exprimant d'ail-

leurs dans l'ensemble, l'opinion de la grande majorité du Parti. Si l'Internationale pense que Renoult doit être blâmé, nous qui sommes avec lui au Comité Directeur du Parti, nous qui partageons avec lui la responsabilité de la direction du Parti, nous qui avons comme lui participé à la campagne menée sur cette question si controversée du front unique, nous nous sentons atteints par le blâme qui vise notre camarade Daniel Renoult et nous ne pouvons, en aucune façon, nous y associer. »

Le Comité Directeur estime donc que le blâme adressé à Renoult s'applique collectivement à la majorité du Parti.

ONT VOTE POUR : Auclair, Jules Blanc, Cartier, Cachin, Dondicol, Dormoy, Ferdinand Faure, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Ker, Paul Louis, Victor Méric, Georges Pioch, Georges Lévy, Paquereaux, Renaud Jean, Servantier, Soulié.

ONT VOTE CONTRE : Marthe Bigot, Louise Bodin, Lucie Colliard, Dunois, Tommasi, Treint, Vaillant-Couturier.

Le camarade Raoul Verfeuil présente une autre motion de solidarisant également avec le camarade Daniel Renoult.

### Résolution II

D'autre part, la citoyenne Marthe Bigot présente la motion suivante qui fut adoptée à l'unanimité :

Le Comité Directeur enregistre la décision de l'Exécutif élargi concernant Daniel Renoult et l'Internationale. Il estime que cette décision ne doit pas entraîner la démission du camarade Renoult des organismes dirigeants du Parti. Il lui demande de retirer la démission qu'il a donnée de membre du Comité Directeur et de directeur de l'Internationale et il l'invite à reprendre les deux fonctions dont il a été investi par le Parti.

# La Crise française devant Moscou

## Discours de Trotsky, à la séance de l'Exécutif élargi du 8 Juin 1922

TROTSKY. — Camarades, après le discours très habilement construit de notre camarade Frossard, — notre camarade Frossard est connu pour son habileté, — et après le discours bien modéré de notre camarade Souvarine, il est bien difficile de commencer un discours par l'affirmation que la situation est extrêmement grave.

Ce n'est pas pour la première fois que nous discutons la question du communisme français dans nos assises internationales, et, chaque fois, nous observons que la délégation de notre Parti français nous présente un tableau plus ou moins atténué, plus ou moins satisfaisant, avec l'aveu qu'il y a naturellement des parties sombres, des défauts, des erreurs, mais qu'en somme tout va s'améliorer.

Mais la nouvelle étape de notre travail international nous montre, après cela, une situation aggravée et compliquée. C'est un fait. Et puisque je suis d'avis, — et je crois que, dans les lignes générales, je représente l'opinion de l'Exécutif formulée dans ses séances dernières consacrées à la question française, — puisque nous croyons que le moment est venu des résolutions tout à fait décisives, il est absolument nécessaire d'entamer la question, de l'analyser dans toute son ampleur, dans sa profondeur, dans sa gravité et de ne pas laisser subsister de sous-entendus.

Le Parti Communiste français est en conflit grave avec l'Internationale, on peut dire avec l'Internationale tout entière.

Les résolutions prises en commun avec les représentants du Parti français, les représentants bien qualifiés, ne sont pas admises, appliquées en France.

Les engagements formellement et solennellement ac-

ceptés ici ne sont pas réalisés en France. C'est un fait. Ce fait n'est ni passager, ni occasionnel. Il doit avoir des racines profondes.

La presse de notre Parti français ne reflète pas, ne représente pas l'esprit de l'Internationale Communiste, dans les questions les plus brûlantes, les plus importantes de la politique actuelle.

Le Comité Directeur de notre Parti français ne suit pas dans son action la ligne de l'Internationale Communiste.

L'organisation la plus importante du Parti français, celle de la Seine, représente du point de vue de l'organisation un organisme politique tout à fait bizarre, tout à fait à part, tout à fait autonome dans le sens le plus large du mot.

Le Comité Directeur comprend des représentants de trois ou quatre tendances assez divergentes et manque absolument d'homogénéité.

Nous lisons dans la presse du Parti des articles de tête signés, qui représentent des nuances, des tendances personnelles. On n'entend pas la voix du Parti sur les questions les plus brûlantes.

Camarades, ce sont des faits. Ce sont des faits très importants et qui démontrent qu'il ne s'agit pas de quelques excès. C'est peut-être l'opinion de notre camarade Sellier, qui l'a exprimée dans une séance de l'Exécutif. Il a reconnu, d'autres camarades ont reconnu ces excès. Mais selon eux, s'il y a des excès de la part de la droite, des inopportunités, etc..., en les supprimant, on peut arranger les choses.

Il y a quelque chose de plus grave et la gravité de la situation a été exprimée par le camarade Daniel Renoult, après son séjour à Moscou, dans un article

que j'ai cité devant l'Exécutif. Cet article, intitulé « Contre le désarmement révolutionnaire », parle du front unique, et Daniel Renoult dit : « La polémique pour et contre le front unique reprend de plus belle. Ne nous en plaignons pas, il faut que l'abcès crève ; l'affaire doit être liquidée à fond. »

Voilà le langage, un langage que je salue, pour ma part, parce qu'on ne liquide pas des questions pareilles avec des phrases arrondies.

Voilà ! On nous dit : Il y a un abcès, il faut qu'il crève. Et c'est Daniel Renoult, qui était ici, qui a discuté avec nous abondamment, suffisamment, qui nous a renseignés, que nous avons essayé de renseigner, qui revient en France, et qui dit : On veut nous désarmer au point de vue révolutionnaire. Il y a un abcès, il faut qu'il crève.

Nous sommes aussi pour cette décision. Oui, il faut que l'abcès crève ! Nous avons commencé par un abcès pas très grand, mais pas si petit que le voyai. La camarade Rappoport, par le *Journal du Peuple*.

Nous avons dit à notre tour : Il faut que cet abcès crève, et après nous verrons où sera le malaise, et qui protestera, qui criera. On verra où se produira l'abcès.

Nous avions essayé pourtant, camarades, d'obtenir un accord en envoyant des lettres, — je ne connais pas leur nombre pour le moment, on pourrait facilement l'établir, — au Comité Directeur, par des pourparlers avec la délégation française. Nous avons insisté sur cette idée indiscutable que dans le Parti Communiste il n'y a pas place pour un homme comme Fabre et son journal.

On nous a répondu : « Mais certainement, c'est une question tout à fait insignifiante. Nous la réglerons. Nous allons la régler ! »

On ne l'a pas réglée. Et si c'est tellement insignifiant, comme le prétend Rappoport, pourquoi n'a-t-on pas accordé cette petite satisfaction à l'Internationale : l'exclusion ?

Dans un article paru aujourd'hui, Rappoport dit : « Nous acceptons naturellement l'exclusion de Fabre, mais on a tiré sur une mouche, et la mort de cette mouche opportuniste servira de diversion au bénéfice de quelques éléphants d'opportunisme. »

Alors nous, pauvres membres de l'Exécutif, nous avons tiré sur la mouche. Il y a des éléphants d'opportunisme... qui seront écrasés par Rappoport... (Rires.)

Cher camarade Rappoport, nommez-les, nommez-les ! Quels sont les éléphants d'opportunisme ? Nommez-les ! Vous permettez deux minutes pour qu'il réfléchisse... (Rires et mouvements divers.)

(Interruption). — ZINOVIEV. — Nous attendons...

TROTSKY. — Je demande aux camarades sténographes d'enregistrer la pose, parce que nous attendons, nous attendons toujours, et non pas une mouche, mais un éléphant...

RAPPOPORT. — Je suis inscrit. Je prendrai la parole et je caractériserai les courants qui existent dans le Parti. Quand je parle des éléphants, je parle de certains courants. C'est dans l'intérêt de la discussion...

TROTSKY. — Très bien...

RAPPOPORT. — Je suis inscrit et je répondrai.

TROTSKY. — Je suis satisfait pour le moment... Mais je dois dire que mon expérience politique, et pas seulement mon expérience personnelle, dit qu'il est toujours beaucoup plus difficile d'attaquer une mouche concrète que des éléphants qu'on ne nomme pas. (Rires.)

Or, camarades, le *Journal du Peuple*, c'est un journal où, soit dit en passant, participaient quelques camarades français qui appartenaient par hasard au Comité Directeur du Parti et qui y appartiennent aujourd'hui encore.

Naturellement, si l'on envisage l'histoire humaine dans toute son ampleur, le *Journal du Peuple* ne représente pas grand-chose. Mais nous parlons de la vie du Parti français. Si l'on songe que ces camarades du Comité Directeur, sans nommer les présents, comme Verfeuil, comme Méric, y collaboraient après la décision d'exclusion prise par l'Exécutif, cela devient grave.

Camarade Rappoport, si même le fait qu'un membre du Comité Directeur comme Rappoport qui a cessé de collaborer à ce journal avant les autres, ne veut pas comprendre toute l'importance, toute la gravité du fait qu'après la discussion de l'Exécutif proposant l'exclusion, interdisant la collaboration, il y a au moins deux membres du Comité Directeur qui continuent à collaborer, si ce fait n'est pas important, si c'est la mouche, vraiment je perds la notion des proportions politiques,

je ne comprends plus rien !

Qu'est-ce qui est important dans le Parti Communiste, si ce n'est le Comité Directeur qui dirige le Parti, le Comité Directeur qui est composé d'une vingtaine de camarades ? Or, il y en a parmi eux qui collaborent au *Journal du Peuple* qui est digne, vous le dites tous, d'être exclu, dont l'Exécutif a prononcé l'exclusion, que la Direction a pris l'engagement d'exclure. Non seulement on y collabore, mais si vous voulez vous renseigner sur ce qui se passe dans le Comité Directeur et dans le Parti — naturellement sous une forme tout à fait déloyale — lisez le *Journal du Peuple*. Et si vous cherchez un démenti dans la presse du Parti, vous ne le trouvez jamais.

Si vous avez de l'estime pour les camarades qui collaborent au *Journal du Peuple*, si vous les entourez de considération politique dans le Parti, cela se répand aussi sur le journal puisqu'ils lui donnent une partie de leur personnalité.

Camarades, dans le journal de Fabre, j'ai lu un article de Raoul Verfeuil, membre du Comité Directeur, qui écrit, après la dernière séance plénière de l'Exécutif, à la fin d'avril :

« Frossard, le premier, n'a pas craint d'envisager l'éventualité d'un regroupement des forces socialistes disloquées à Tours. »

Or, nous avons entendu de Frossard l'affirmation catégorique que c'est faux, qu'il ne songe pas à une reconstitution de l'unité de l'ancien parti, de l'unité avec les dissidents ou une partie des dissidents.

Mais c'est Verfeuil qui le dit dans le *Journal du Peuple*. Est-ce que vous lisez un démenti dans l'*Humanité* ? Les ouvriers veulent s'informer tout de même, et non seulement nous, communistes de Russie, d'Italie, etc., mais les ouvriers de France qui s'intéressent au Comité Directeur de leur Parti Communiste, à leurs leaders. Ils n'ont pas d'autre possibilité de s'informer que par la presse. Vous me direz, — quelques camarades ont beaucoup insisté sur ce point, — qu'on ne lit pas le *Journal du Peuple*. Oui, mais pas besoin de lire directement le *Journal du Peuple*. Une nouvelle comme celle-ci se répand tout de suite, parce qu'il y a une certaine importance à ce que nous soyons orientés ou non vers la reconstitution de l'unité avec les dissidents. Et voilà Verfeuil qui le dit. Oh ? Dans le journal de Fabre ! Dans un journal appartenant à un membre du Parti !

Maintenant, représentez-vous, camarades, la mentalité d'un simple ouvrier, dévoué, honnête. On lui dit : « Nous avons commis une grande faute à Tours. Il faut s'unir aux dissidents. » Il répond : « Mais que dites-vous ? Des bêtises ! » Et on lui dit : « Mais Frossard le veut ainsi. Raoul Verfeuil également, et c'est lui qui l'écrit. » Verfeuil, mais qui est-il ? Verfeuil, c'est un membre du Comité Central. »

Ce dialogue est-il invraisemblable ? Mais il est le plus naturel du monde !

On me dira, on me l'a déjà reproché : « Vous faites seulement des citations de journaux. » Nous en reparlerons. Oui, je fais des citations parce qu'elles caractérisent la vie du Parti. »

Il y a dans le Comité Directeur des représentants de cette droite, c'est-à-dire du pacifisme, du réformisme, du centrisme.

Il y a des représentants de la gauche dont un, le camarade Souvarine, a parlé aujourd'hui.

Il y a le centre, et je métonne que Rappoport, dans son article d'aujourd'hui, dise : « Trotsky insiste beaucoup sur l'alliance de l'aile gauche et du centre, mais avec les centralistes nous n'avons rien à faire. Il faut les combattre et ne pas faire d'alliance avec eux. Il cherche toujours le centre autour de lui, le camarade Rappoport ! (Rires.) »

(Interruption). — RAPPOPORT. — Je cherche le centre pour l'écraser.

TROTSKY. — Oui, oui, oui, pour l'écraser (Rires), pour l'écraser. Mais vous ne le trouverez jamais, comme vos éléphants, vos éléphants d'opportunisme. (Rires.)

Il y a encore différentes tendances très dangereuses. Nous connaissons, pas tous personnellement, mais nous connaissons le camarade Renaud Jean, qui fait une grande propagande parmi les paysans, qui est aussi membre du Comité Directeur. Je dois dire tout de suite camarades, que j'apprécie beaucoup le travail du camarade Renaud Jean. Mais quelques articles de lui, — toujours des articles, camarade Sellier ! — (Rires), quelques articles de lui me donnent à penser qu'il s'avance

dans une voie extrêmement dangereuse. Et le résultat de vos dernières élections cantonales coïncidant avec mes appréhensions, confirme les conclusions que je vais faire.

Le camarade Renaud Jean a écrit contre l'idée du front unique avec le mot d'ordre : journée de 8 heures et lutte contre la baisse des salaires. Il a écrit : Mais le Parti Communiste se base sur deux parties du prolétariat, les ouvriers et les paysans. La durée du travail ou les salaires, cela n'intéresse pas les paysans. Avec ce mot d'ordre, on ne peut pas faire grand chose en France. Alors quoi ? La propagande antimilitariste. Les paysans ne veulent pas du militarisme. Je me suis dit : Naturellement, il est bien compréhensible qu'un camarade qui s'occupe de propagande agraire exagère dans un certain sens, mais tout de même il exagère déjà trop, parce qu'il néglige, camarades, la marche générale de notre Parti. Il met au même niveau le prolétariat et les paysans. N'oublions pas, camarades, que les paysans sont des petits-bourgeois, parfois des petits-bourgeois déclassés, dispersés, arriérés, qui ont une mentalité qui n'est pas la nôtre, qui n'est pas prolétarienne. Les paysans peuvent être entraînés par le prolétariat marchant vers la victoire finale. Mais entraînés seulement.

Il y a en Russie un parti qui nous a toujours attaqués en disant : « Vous qui ne concevez la classe ouvrière que comme une classe industrielle, vous êtes trop étroits. Vous méconnaissiez l'autre moitié, les paysans. » C'est le Parti des socialistes révolutionnaires et sa doctrine.

Alors, ce que nous donne le camarade Renaud Jean, c'est le commencement de la ligne fondamentale de la doctrine des socialistes révolutionnaires russes.

Or, je le répète, je me disais : il ne faut pas exagérer l'importance de ce fait, il faudrait cependant un avis du Comité Directeur. Mais ce n'est évidemment pas l'opinion du Parti, je l'espère du moins.

Plus tard, j'ai lu dans l'*Humanité* le compte rendu d'un discours d'un jeune camarade. Auclair, qui a été délégué à la propagande, c'est-à-dire qui n'est pas un simple passant, le premier venu.

Ce jeune camarade a défendu l'attitude du Comité Directeur, l'attitude du Parti français. Voilà ce qu'il a dit. Je cite l'*Humanité* :

« Auclair combat la lutte économique de la Jeunesse. On s'hypnotise, selon lui, sur la classe ouvrière dans un pays où les quatre septièmes de la population sont composés de paysans ; ce qu'il faut faire d'abord, c'est gagner les couches paysannes. » Puis, il s'élève contre le principe de la thèse qui n'offre que l'avantage d'un retour en arrière et relève du réformisme. »

Ainsi, le réformisme, c'est la lutte pour les besoins, pour les intérêts immédiats du prolétariat. Ce qu'il faut faire, c'est gagner d'abord les couches paysannes.

C'est la théorie des socialistes révolutionnaires, pure et simple. Pure et simple ! Et en réalité, si vous voulez le réformisme pur et simple, c'est cela.

Oui, il y a en France beaucoup de paysans. Je le sais, je le sais ! Ce n'est pas par des résolutions qu'on changera la situation. Mais si l'on veut adapter notre politique aux paysans, comme le demande Renaud Jean, qui rejette le mot d'ordre du front unique parce qu'il n'est pas approprié aux nécessités paysannes, si l'on nous dit qu'il faut d'abord s'emparer des couches paysannes, alors, camarades, il y a un courant extrêmement dangereux en France. Et le plus dangereux, c'est qu'on représente cette idéologie « petite-bourgeoise », — parce que les paysans sont de petits bourgeois agricoles. — en la couvrant d'un verbauxisme révolutionnaire.

On dit : Nous ne voulons pas souligner, accentuer les mots d'ordre, les revendications du prolétariat, non parce que nous les sacrifions à la paysannerie petite-bourgeoise, — si l'on disait cela, il serait tout à fait évident qu'on trahit le prolétariat consciemment ou inconsciemment, — mais parce que les revendications immédiates, c'est le réformisme. Or, nous voulons une révolution complète et intégrale, et pour la réaliser, il faut gagner les paysans d'abord.

Et les dernières élections cantonales confirment, nous dit Frössard, que nous avons perdu des voix ouvrières et que nous avons gagné des voix paysannes en France. Précisément, c'est le symptôme le plus dangereux de l'évolution du Parti.

Naturellement, camarades, si l'on se rend compte, si l'on remarque tout de suite une telle évolution, on peut très bien redresser le Parti, l'orienter vers les buts de notre programme.

Mais ne pas critiquer, ne pas souligner toute la gravité du problème posé ainsi, le problème de l'opportunisme paysan, c'est une grande omission. Le camarade Auclair, qui rejette quelque chose, parce qu'il est jeune, — et les jeunes répètent souvent d'une manière plus criarde ce que de plus âgés disent plus discrètement, — attaque l'Internationale de la manière la plus violente. Maintenant, quand on défend en France la thèse tout à fait révolutionnaire, intransigeante, on attaque toujours l'Internationale qui veut « désarmer », qui veut désarmer les paysans français. (Rires.)

Camarades, nous allons maintenant prendre des décisions très importantes, c'est toute l'Internationale qui est représentée, nous sommes ici avec une délégation française très représentative, comme il y a quelques mois, comme il y a une année.

Mais si nous prenons une décision, même acceptée unanimement par la délégation française, vous lisez après cela dans la presse communiste française que la décision de l'Internationale est basée sur une information absolument incomplète et insuffisante, sur des morceaux d'articles, etc... Ceci est assez important pour mériter quelques preuves.

Voici des articles du mois de mai, postérieurs à la dernière session plénière de l'Exécutif. Voici ce qu'écrivait Victor Méric, qui est, si je ne me trompe, encore membre du Comité Directeur :

« On n'épingle que quelques phrases détachées de leur contexte. Et c'est avec ça que vous fabriquez un dossier ? C'est là-dessus que juge l'Exécutif ? Je sais, parbleu, que nos camarades Zinoviev et Trotsky ont d'autres chats à fouetter et qu'ils ne peuvent entrer dans tous les détails ; mais je déplore la singulière façon dont ils sont informés. »

Dans un autre article :

« J'engage vivement nos camarades Trotsky et Zinoviev, — s'ils ont un peu de loisir, — à lire nos articles soigneusement d'un bout à l'autre, et de ne pas se contenter de phrases détachées, de quelques boutades recueillies habilement, etc... »

Et Auclair (ce que les plus âgés disent un peu plus convenablement, les plus jeunes le orient de toute leur voix) :

« A un camarade qui lui fait remarquer que la 3<sup>e</sup> Internationale n'est pas la 2<sup>e</sup>, Auclair oppose que l'Internationale n'a souvent pour renseignements que des ragots. »

Ragots, cela signifie bavardages ! quelque chose comme cela !

RAPPOFORT. — (Donne le terme russe.)

TROTSKY. — Oui, bavardages tout à fait insignifiants, même encore pire, calomnies.

Donc, l'Internationale n'a pour renseignements que des ragots. On le déclare.

Je tiens à vous montrer tout de suite que voici des choses détachées des articles de Victor Méric. (Il montre des documents.) J'avais constitué un dossier par rapport pendant la dernière session de l'Exécutif. On a été assez aimable pour raconter à Méric que j'avais un dossier avec des coupures : que voulez-vous, j'ai des manières bureaucratiques, quand je trouve quelque chose d'intéressant, je le coupe, avec des ciseaux, puis je le colle... Il y en a qui épingle, moi je colle... (Rires.) Mais, camarades, comment procéder autrement ?

(Interruption). — RAPPOFORT. — Mais vous n'avez pas de dossier Rappoport...

TROTSKY. — Rappoport est extrêmement prudent. Quand il y a une situation difficile, il est absent pour des raisons tout à fait convenables. (Rires.)

Camarades, on raconte, — c'est tout de même bien triste et bien sérieux, — on raconte aux ouvriers français : Savez-vous comment sont prises les décisions de l'Internationale ? Quelqu'un donne des extraits détachés, sans contenu, sans signification à Trotsky. Celui-ci est assez bête pour les accepter et pour les citer devant les assemblées de l'Internationale. Et l'Internationale elle-même base ses résolutions sur des ragots. Et après, nous avons à en souffrir, à en supporter les conséquences, nous, communistes français.

Camarades, imaginez un moment un ouvrier français, simple et honnête : que doit-il se dire ? Il doit se dire : Que diable, pourquoi appartenir à cette Internationale ? Quelles raisons avons-nous d'appartenir à une Internationale qui décide à tort et à travers parce que Trotsky n'a pas le temps d'étudier la question et ne s'occupe des communistes français qu'en

passant ? Les autres membres de l'Exécutif sont si ignorants, et non seulement ignorants mais à tel point dépourvus de la plus élémentaire conscience communiste, de la notion du devoir, de l'honneur, que l'Exécutif vote, sans savoir de quoi il s'agit. C'est Victor Méric, membre du Comité Directeur, qui dit cela, qui demande que je lise ses articles d'un bout à l'autre.

Or, je vous prie, camarades français, présents ici, de dire aux ouvriers français qu'on les trompe déloyalement, qu'on les trompe sans honnêteté. Nous lisons les articles qu'il faut lire, quand nous avons quelque chose à dire dans cette assemblée qui est la plus haute pour nous tous, nous lisons les articles d'un bout à l'autre, même avec le risque de n'y rien trouver comme dans les articles de Victor Méric.

Et nous adressons un reproche à nos camarades français qui ne nous défendent pas, c'est-à-dire qui ne défendent pas les décisions de l'Internationale. Est-ce que l'*Humanité*, est-ce que l'*Internationale* disent aux ouvriers français : On vous trompe, on vous ment, l'Internationale Communiste ne base pas ses décisions sur des ragots ? Elles ne le disent pas.

Après cela, on nous écrit, on nous dit qu'il y a un certain courant anti-moscovite à Paris. Pour ma part, je m'étonne de la grande patience des ouvriers français, qui ne serrent pas les poings en les montrant à Moscou ! Si l'on informe ainsi les ouvriers français, quelle idée peuvent-ils avoir de l'Internationale, de l'Exécutif ?

Est-ce que l'*Humanité* polémique avec le *Journal du Peuple* ? Non, parce que ce n'est qu'une mouche, ce n'est rien. On ne fait pas de polémique avec ce journal, on se contente d'y collaborer. Et ce journal est la source où les ouvriers français, puisent leurs renseignements sur l'Internationale : car de telles accusations se répandent tout de suite. Nous connaissons un peu la psychologie, la mentalité humaines. Quand on dit que les résolutions sont prises selon des ragots, et que cela n'est pas démenti par le Comité Directeur ou quelques membres autorisés, cela se répand tout de suite. Est-ce qu'on peut respirer dans une atmosphère pareille ? Non.

Et nos renseignements ?

L'Internationale est composée de différents partis, dispersés sur le globe, et la topographie s'oppose beaucoup à la connaissance absolue et complète des choses, c'est-à-dire dans le monde physique, et non pas dans la 3<sup>e</sup> Internationale. Eh bien ! est-il possible de s'informer mieux que le fait la 3<sup>e</sup> Internationale. Qu'avons-nous comme informations ? Nous avons d'abord des journaux. On dit souvent, surtout notre camarade Sellier, des journaux, des articles, cela ne compte pas. Mais ce sont tout de même des journaux communistes, qui reflètent la vie du Parti. Pas suffisamment, dit-on, oui. Mais si l'on a quelque expérience de la vie politique et du Parti, on discerne les rapports entre la vie de la masse et la physiologie des journaux, on reconstitue ces rapports. Vous avez eu, en France, un grand savant, Cuvier, qui avec un os a reconstitué le squelette d'un animal.

Or, nous n'avons pas seulement un os (la petite coupure). En lisant jour par jour les journaux du Parti, on reconstitue au moins un peu la vie du Parti, la vie de la masse. Et si les journaux sont faits de telle sorte qu'ils ne reflètent pas ou trop peu la vie du Parti, c'est encore une caractéristique de la vie du Parti.

Et puis, avons-nous seulement des journaux ? Non, nous avons des rapports du Comité Directeur, des rapports des délégués français, des rapports des délégués de l'Exécutif. Nous avons envoyé, au nom de l'Exécutif, Humbert-Droz, Bordiga, Valetsky. Il y a eu aussi un camarade des jeunesses, jeune, mais très solide, qui nous a envoyé un rapport sur le Congrès de Montluçon. Est-ce que nous n'avons pas des renseignements personnels ? Est-ce que nous n'avons pas entendu le discours très habile de notre camarade Frossard ? Est-ce que nous n'avons pas causé avec le camarade Sellier ? Et auparavant avec Cachin, avec Renoult ? Est-ce que nous ne sommes pas accessibles aux arguments, aux faits ? Mais donnez-les, donnez-les ? Et si vous dites, malgré tout cela, malgré la représentation permanente, malgré les délégués envoyés en France, malgré les rapports du Parti, que néanmoins cette Internationale ne comprend rien, qu'elle base ses résolutions sur des ragots et des coupures isolées et dépourvues de sens, qu'est-ce qu'il nous reste à faire ? Quelle manière de procéder nous conseillez-vous, chers camarades ?

J'insiste sur ce fait parce que si l'on veut vraiment mettre en pratique une décision, il faut que cette décision ait une autorité en France. Pour cela, il faut en finir avec la légende absolument déloyale qui présente aux ouvriers français les décisions votées ici comme prises à la légère ou inconsciemment.

On dit que nous avons commis des fautes, surtout le Parti russe. « Quand on a reconnu (c'est Verfeuil qui écrit cela), des erreurs au point de vue de la politique gouvernementale proprement dite, on peut bien avouer qu'on s'est trompé sur un certain nombre de points, en ce qui concerne l'action socialiste internationale. »

Oui, mais il n'y a qu'un seul Parti Communiste qui soit au gouvernement, qui soit dans la possibilité de commettre des fautes gouvernementales : c'est le Parti russe. Mais il y a l'Internationale tout entière qui n'est pas maintenant une formule, qui est vraiment formée de partis vivant et luttant.

Nous avons commis des fautes gouvernementales, — je l'ai déjà dit devant l'Exécutif, — oui, beaucoup, et je serais heureux de trouver le loisir de les énumérer et de les caractériser pour les ouvriers d'Europe, parce que les autres Partis seront demain ou après-demain dans notre situation et il faut faire tout pour leur faciliter la tâche et leur donner la possibilité de ne pas répéter nos fautes.

Mais, tout de même, il y a une différence entre les fautes gouvernementales commises par le Parti qui, le premier, s'est emparé du pouvoir, et les fautes rituelles, les fautes bien connues, les fautes numérotées, cataloguées depuis des décades commises dans le Parti français. On les connaît très bien, les fautes de Renaud Jean, de Verfeuil, de Pioch, de Méric, comme la faute qui consiste à ne pas remarquer les fautes chez notre camarade Rappoport et ses amis. (Rires.)

Ces fautes sont, je le répète, rituelles, bien connues, et on ne peut les comparer à nos fautes gouvernementales. Mais, si fautes il y a, dites lesquelles, dites lesquelles ?

Camarades, — et je m'adresse aux camarades français, en première ligne à Sellier qui dit, qui confirme d'ailleurs loyalement que nous basons trop nos résolutions sur des journaux, des articles, etc..., et en somme que nous ne sommes pas capables, que nous n'avons pas la possibilité de puiser dans la vie du prolétariat français, — je me souviens que lors de la discussion du front unique (le point décisif pour moi dans toute cette question), j'ai dit dans mon exposé : On peut partager les Partis communistes en trois groupements : le premier comprenant les partis sans influence matérielle importante, le deuxième comprenant ceux dont l'influence est prépondérante, le troisième comprenant les partis intermédiaires.

Les délégués français ont affirmé : dans le domaine politique, nous sommes en position de force dominante, les dissidents n'existent plus. C'est ce qu'ont dit Marcel Cachin, Renoult, et aussi le camarade Sellier.

Or, j'ai été influencé par cette affirmation au point que je n'ai pas insisté sur le vote de thèses que j'avais préparées. Je les ai publiées seulement à titre personnel. Je me suis dit : il faut être prudent, il ne faut pas encore proposer de voter...

(Interruption). — RAPPOPORT. — Vous m'avez reproché aujourd'hui la prudence...

TROISKY. — Dans une autre direction, camarade, dans une direction précisément contraire. (Rires.)

Voici, camarades, ce que j'ai écrit dans les thèses que le *Bulletin Communiste* a publiées :

« Les dissidents peuvent, dans certaines circonstances, être un facteur contre-révolutionnaire à l'intérieur même de la classe ouvrière, beaucoup plus important qu'il ne paraît, si nous ne les jugeons que par la faiblesse de leur organisation, du tirage et du contenu idéologique du *Populaire*. »

(Je ne lis pas tout parce que c'est trop long.)

Plus loin :

« Si l'on considère l'organisation du Parti comme une armée active et la masse ouvrière non organisée comme ses réserves et si l'on admet que notre armée active est trois ou quatre fois plus forte que l'armée active des dissidents, il se pourrait encore que dans certaines circonstances les réserves se répartissent entre nous et les social-réformistes dans une proportion bien moins avantageuse pour nous. »

Cette idée est développée plus loin encore :

« Les réformistes dissidents seront les agents du bloc des gauches dans la classe ouvrière. Plus grand sera leur succès et moins la classe ouvrière sera tou-

chée par l'idée et la pratique du front ouvrier unique contre la bourgeoisie, etc...

Si vraiment les jugements que nous exprimons ici sont tellement superficiels, alors vous devez expliquer le malentendu survenu entre nous et les camarades qui combattent l'idée du front unique. Nous avons dit il ne faut pas se laisser tromper par les apparences ; l'organisation des dissidents est trois fois plus faible que la nôtre parce qu'elle ne représente que la faiblesse, l'incapacité, les préjugés de la classe ouvrière. Les communistes représentent la conscience, l'activité de la classe ouvrière. C'est pourquoi le pourcentage d'organisés parmi les communistes est plus grand que parmi les dissidents.

Ceux-ci exploitent la bêtise, qui est immense dans les couches profondes du peuple opprimé, et à cette source de bêtise, ils pourront puiser en période électorale.

Voilà pourquoi l'idée du front unique ne se caractérise pas par la relation entre deux forces ou deux organisations. Il faut une mesure de grande envergure, d'une envergure vraiment historique pour en apprécier la valeur.

Je le répète, le camarade Frossard a reconnu ici que ses camarades et lui n'ont pas apprécié suffisamment la force encore existante des dissidents dans la masse ouvrière. Les dissidents ont obtenu dans le Nord plus de voix que nous dans une population ouvrière. Cela prouve que l'argument le plus important donné par les camarades français contre le front unique est tout à fait faux : car c'était leur grand argument : Nous n'avons rien à faire avec les dissidents, qui sont quantité négligeable.

Vous vous êtes trompés.

Vous avez aussi mal apprécié l'Internationale.

Dans les thèses que j'avais formulées en consultant quelques amis de l'Exécutif, et non pas seulement d'après ma pensée individuelle, je soutenais que les dissidents ne sont pas une quantité négligeable. Quand j'ai consulté le camarade Zinoviev, il m'a dit : « Il est bien difficile d'affirmer qu'ils représentent une force réelle, quand les camarades français le nient. » Alors je n'ai pas proposé des thèses. Je les ai publiées sous ma propre responsabilité, dans le *Bulletin Communiste*. Mais, maintenant, la vérité de ces thèses est tout à fait démontrée par les faits.

Aussi, nous pouvons dire aux ouvriers français qu'ils sont trompés par ceux qui leur disent que nous prenons nos décisions avec légèreté. Et le fait qu'on avance de pareilles affirmations devant le prolétariat français nous explique suffisamment l'indiscipline envers l'Internationale. La discipline est une chose assez sévère. Quand on n'est pas d'accord dans des cas exceptionnels, on se soumet en se disant : Ce qui nous lie est beaucoup plus important que ce qui nous divise. Quand on n'est pas d'accord fréquemment, cela peut prouver que l'organisation est hétérogène. Mais quand il y a des divergences et qu'il se trouve des camarades pour affirmer que ces divergences surgissent du fait qu'à Moscou une personnalité collective fait des coupures, sans signification, sans raison d'être, que les divergences s'expliquent par les fautes de Moscou, alors les ouvriers doivent se dire : Mais pourquoi se soumettre, pourquoi se soumettre ?

C'est ainsi que la discipline se disloque de haut en bas.

Dans la question du front unique, nous avons eu une discussion bien ample, ici, dans cette même salle. A la fin de la discussion, Daniel Renoult a déclaré :

« Nous avons déjà dit que nous apportions dans cette discussion un parfait esprit de discipline. Nous avions le droit et le devoir de défendre notre point de vue, notre opinion, de la façon la plus catégorique : *mais nous sommes des soldats disciplinés de l'Internationale*, et par conséquent, quelles que soient les décisions que vous prendrez, nous nous y soumettrons, comme notre devoir communiste nous oblige à le faire. »

Voilà un langage courageux d'un soldat de la Révolution.

Mais, camarades, Renoult est revenu en France. Certes, je peux comprendre que quelqu'un prenne un engagement superficiel, à la légère et qu'après il soit incapable de le réaliser. Dans ce cas, il y a une faute, mais pas toujours la preuve du manque de bonne volonté. On pourrait dire, que c'était le cas avec l'exclusion de Fabre : On a pris un engagement, on ne l'a pas réalisé.

Mais avec le front unique, il y a eu une discussion,

une discussion passionnée, un discours de Daniel Renoult, des déclarations bien solennelles et pathétiques, « soldats de la Révolution », « devoir communiste », « nous nous soumettrons », etc... Puis, dans une série d'articles de tête, — je n'en citerai que quelques-uns, trois pris dans l'*Internationale*, — dans le journal dirigé par Daniel Renoult, vous trouvez des citations du *Journal du Peuple* (qui devait être exclu avec l'approbation Renoult), extraits écrits par exemple par Verdier, ancien membre du Parti qui lui a tourné le dos en insultant en même temps l'Internationale.

Daniel Renoult a pris l'engagement d'exclure le *Journal du Peuple* avec ses Verdier, ses Fabre et toute leur clique. Et en attendant l'exclusion, il cite ou laisse citer Verdier dans son journal, quand Verdier écrit contre l'Internationale.

A propos du voyage du camarade Frossard à Berlin, le Comité Directeur, qui n'est pas une assemblée tumultueuse de la rue, a voté une résolution qui dit :

« Le Comité Directeur, en présence du télégramme invitant le citoyen Frossard à se rendre le 5 à Berlin et le 9 mai à la Conférence des Neuf, décide qu'à titre exceptionnel, le citoyen Frossard pourra se rendre à cette invitation. »

Ont voté contre cet ordre du jour : Dondicol, Méric et... Renoult. »

Est-ce que vous croyez que Renoult a voté contre les mots « à titre exceptionnel » ? Qu'il a voulu qu'on se soumette toujours, et non pas par exception ? Pas du tout. Il n'a pas voulu qu'on se soumette, même par exception. Il n'a pas voulu que Frossard aille à Berlin pour réaliser la résolution à propos de laquelle il a déclaré : « Nous nous soumettrons, soldats disciplinés, devoir communiste, etc... »

Puis, voici le débat sur le fameux rapport « moral » de Pioch, à la Fédération de la Seine. Il ne s'agit pas du front unique. Mais notre champion de la discipline paraît au Congrès de la Fédération, et il invite le congrès à voter, à titre de manifestation, contre le front unique. Et à un moment où il ne s'agit pas de cela, mais d'autre chose.

Or, camarades, ce n'est pas la situation d'un membre du Comité Directeur, membre de la délégation du Parti à Moscou, qui a trouvé à son retour en France une mentalité du Parti contraire à l'orientation de l'Internationale et qui dit : « Je ne puis rien faire, on est malgré moi très hostile à la décision de l'Exécutif ».

Non, c'est lui, c'est Renoult l'initiateur, c'est lui qui provoque à chaque occasion une bruyante manifestation de haine contre ceux de Moscou, qui basent leurs résolutions sur des ragots et qui, en même temps, veulent « désarmer » le prolétariat français. Pourquoi voulons-nous le désarmer ? Ah ! l'explication, cherchez-la dans le *Journal du Peuple*. Parce que les ouvriers français cherchent tout de même une explication. Est-ce que l'*Humanité* leur donne cette explication ? Non. Qui leur donne cette explication ? Le *Journal du Peuple*. Que dit celui-ci ?

Il dit que les bolcheviks veulent le front unique parce que la situation de l'Etat russe est bien compromise, qu'ils cherchent alors à se rapprocher de Vandervelde et de Scheidemann qui disposent d'armées, de forces, de finances, de crédits, etc... Ils cherchent à se rapprocher, mais leur manigance ne réussira pas. Je pourrais donner une dizaine de citations à l'appui de cette thèse. Alors je dis qu'il y a là un partage du travail. On dit : L'Internationale prend des résolutions qu'on ne peut pas appliquer. L'Internationale veut nous désarmer. Renoult, le soldat de la discipline, vient à la Fédération de la Seine et propose une protestation à titre de manifestation contre le front unique. Et dans le *Journal du Peuple*, on donne l'explication : Ce n'est pas l'Internationale Communiste qui a eu l'idée de la tactique du front unique, c'est l'Etat russe qui, pour ses besoins nationaux a inventé cette idée. On l'a inventée dans le Commissariat des Affaires Etrangères pour sauver la situation internationale de la Russie.

Camarades, je m'étonne de nouveau que des ouvriers français acceptent d'appartenir à notre Internationale, dans de telles conditions. J'admire leur patience, mais il est évident que cette patience a des limites.

Il y a de la logique dans tout cela. Je ne parle pas de cas occasionnels, exceptionnels. Voici encore une résolution, votée au mois de mai par la Fédération de la Seine, résolution élaborée dans une Commission dont les membres sont Méric, Renoult et Heine. (Je ne cite pas les autres, ils sont moins connus). Ce sont les représentants de trois tendances :

Méric, c'est la droite suffisamment prononcée ; Renoult, c'est le centre du Comité Directeur ; Heine, c'est l'extrême-gauche. N'oubliez pas que la Fédération de la Seine appartient à l'extrême-gauche et qu'elle a eu tout de même longtemps comme secrétaire fédéral Pioch qui appartient à l'extrême-droite. (Rires.) Les extrêmes se touchent on le sait très bien. La résolution est celle du bloc des trois tendances opposées à la tendance de gauche, représentée par Rosmer, par Amédée Du-nois, par Treint et d'autres camarades qui ont signé notre résolution.

Et voici la résolution de ce bloc. Je ne puis pas la lire entièrement ici. Elle est un grand fait politique, et si l'on nous dit : Oh ! vous donnez trop d'importance aux résolutions, je répondrai :

Camarades, nous voulons changer le monde, nous voulons changer le monde ! La condition préalable est la netteté d'idées, la netteté de la conscience théorique et politique du Parti de la Révolution. S'il n'y a pas cela, je ne comprends pas pourquoi nous nous sommes séparés des dissidents, pourquoi nous ne faisons pas cause commune avec les anarchistes.

Cette résolution votée par le bloc des trois tendances qui sont toutes opposées à l'Internationale Communiste, constate la crise du Parti. Cette crise « est liée aux variations souvent assez brusques et dont les raisons échappent parfois à la masse, de la tactique préconisée par l'Exécutif de l'Internationale ».

Ainsi, la crise du recrutement, la crise en général dans le Parti français comme d'ailleurs dans d'autres partis (ce qui est dit dans le texte) est liée, c'est-à-dire est causée, par la capricieuse Internationale, par ses changements brusques dont le sens échappe aux masses ouvrières.

Plus loin, on attribue la crise au changement de tactique, au front unique. Or, la crise a commencé avant qu'on ait développé l'idée du front unique. On peut dire, au contraire, que c'est l'arrêt du recrutement du Parti français, non seulement du Parti français mais d'autres partis, qui a poussé l'Internationale à développer l'idée du front unique déjà formulée dans les résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès. Parce que le front unique, c'est la possibilité de marcher sur une large voie politique.

Malgré cela, la résolution commence par attribuer la crise à l'Internationale Communiste. On n'en cherche pas les raisons, par exemple dans la Fédération de la Seine. Cette Fédération est une organisation tout à fait exceptionnelle. Elle est basée sur le principe fédératif : cela veut dire que chaque section, sans égard aux effectifs, est représentée à l'organisme central par un délégué. Il y en a...

(Interruption). — RAPPOPORT. — 85.

SELLIER. — 90.

TROTSKY. — A peu près une centaine. L'organisme dirigeant compte une centaine de délégués de sections très différentes par leur nombre d'adhérents. Naturellement, assistent aux séances, une fois une trentaine de camarades d'une certaine tendance, une deuxième fois, une vingtaine d'une autre tendance, une troisième fois, d'autres camarades sans tendance... Aucune continuité, aucune ligne directrice ! C'est un chaos, un gâchis complet. Et quand on en parle aux camarades français du Comité Directeur, quand j'en ai parlé à la délégation française il y a trois mois, tout le monde l'avoue, sauf le camarade Métayer qui n'a pas voulu le reconnaître parce qu'il est partisan du système. Mais tous les autres en conviennent.

Mais à Paris, on fait le bloc, pas contre la bourgeoisie, mais contre l'Internationale. Cette organisation bizarre devient sacro-sainte. C'est Daniel Renoult, Victor Méric et Heine qui disent :

« Cette organisation, d'inspiration soviétique est parfaitement légitime dans un Parti qui se réclame des origines mêmes de la Révolution russe, etc. »

De même, il nous avait dit, l'excellent camarade Métayer : « Mais, votre République aussi est fédérative ! Oui, notre République est fédérative, mais pas le Parti ! Le Parti, c'est l'instrument pour aboutir à la République Fédérative. La scie est tranchante, mais la planche qu'on fait avec la scie ne l'est pas ! L'instrument et le produit créé au moyen de cet instrument, sont des choses tout à fait différentes. L'Ukraine est indépendante, l'Azerbeïdjan, la Géorgie, sont indépendantes : Mais croyez-vous que les communistes de ces pays sont indépendants ? Mais ils sont aussi soumis à la discipline du Parti que les communistes de Moscou. Notre organisation est centralisée au plus haut point. Croyez-vous que nous pourrions résister sans cette centralisation ? »

Le fédéralisme d'Etat, c'est une concession nécessaire, d'une part à certaines revendications culturelles, d'école, de langage et d'autre part aux préjugés nationaux de la petite-bourgeoisie du village comme de la ville. C'est une concession. Nous pouvons et nous sommes obligés de faire des concessions à la petite-bourgeoisie dans l'Etat, mais pas de lui faire des concessions dans notre Parti ! Notre Parti reste tout à fait centralisé.

Or, ces camarades français nous disent : « L'organisation fédérative de la Seine est une copie de la République fédérative, cette institution sacro-sainte. » Camarades, je ne me tairais pas si je rencontrais un ouvrier français qui me parlerait ainsi. Je lui dirais : Mon ami, tu te trompes, il y a une différence de principe dans la constitution du parti et dans celle de l'Etat, le premier devant créer le second. Je lui expliquerais. Mais ce n'est pas ce que fait le camarade Daniel Renoult qui pourtant le comprend. Ni Victor Méric, qui devrait le comprendre. Daniel Renoult avait avoué ici : C'est une organisation absolument inacceptable, impraticable, qui désorganise la vie communiste à Paris. Mais il dit le contraire dans la résolution, et tout cela pour faire bloc avec la droite et l'extrême-gauche contre la gauche communiste.

Puis la résolution dit : « Dans ces conditions, il est impossible que les oppositions qui existaient alors entre les révolutionnaires et les réformistes puissent disparaître ou même s'atténuer ». C'est pourquoi la Fédération de la Seine repousse les applications de la tactique du front unique et condamne « le néo-réformisme présenté par certains camarades comme une application du front unique ».

Ainsi, on dit que les divergences entre les réformistes et les révolutionnaires ne peuvent pas s'atténuer. Puis on dit que quelques camarades, sans les nommer, car on imite ici le camarade Rappoport avec ses éléphants, on dit simplement : quelques camarades...

(Interruptions, bruit.)

(Interruption). — FROSSARD. — Si vous permettez un mot, c'est une réponse à l'affirmation du camarade Treint suivant laquelle, dans les circonstances actuelles, la réforme est l'équivalent de la révolution.

TROTSKY. — J'ai lu l'article du camarade Treint paru dans la *Correspondance Internationale* sur le front unique, et je vous d's, camarades, que le meilleur article en langue française, paru jusqu'alors, c'est celui du camarade Treint, et je vous conseille à tous de le lire. Je ne peux pas, naturellement, prendre la responsabilité de tout ce qu'a pu dire ou écrire le camarade Treint. Mais nous parlons en ce moment du front unique, et Treint a écrit un excellent article qui expose bien clairement la situation dans la *Correspondance Internationale*.

Je connais très bien le procédé par lequel, pour attaquer l'Internationale Communiste, on choisit comme cible quelqu'un qui défend les idées de l'Internationale. Camarade Frossard, c'est un procédé très connu, et trop pratiqué actuellement en France.

Je ne prétends prendre la défense ni du camarade Souvarine pour ce qu'il dit et écrit, ni du camarade Treint, ni de moi-même, qui ai commis aussi assez de fautes dans ma vie. Pour l'instant, il s'agit d'une question très importante : le front unique. Au lieu d'attaquer directement l'Internationale, on l'attaque en disant : Quelques camarades... (on ne dit pas que c'est Treint)... nous présentent un néo-réformisme sous la forme du front unique. Or, ce n'est pas vrai.

Auclair dit que c'est un retour en arrière vers le réformisme que de mettre en avant les revendications ouvrières. Il faut d'abord gagner les couches paysannes. C'est la même mentalité. Nous sommes contre le front unique. Pourquoi ? Parce que nous n'avons rien à faire avec les chefs réformistes. « La Fédération de la Seine préconise la création de Conseils d'ouvriers et d'employés dans les usines, les ateliers, etc. C'est de ces Conseils qu'est sortie la révolution prolétarienne de Russie... L'unité de la classe ouvrière se réalisera ici, sur le terrain même du travail, loin des chefs réformistes qui n'y ont pas accès. Les communistes et les syndicalistes révolutionnaires animeront la masse des travailleurs, comme firent en 1905 et en 1917 les bolcheviks dans les Soviets russes ».

Voilà ! En d'autres termes, nous sommes contre le front unique, contre la collaboration avec les chefs réformistes, pour les Soviets avec le principe fédératif, pour les Soviets pour animer la grande masse à l'exemple des bolcheviks dans les Soviets !

Mais, camarades, d'où sont-ils venus, ces Soviets ?

Est-ce que ce sont les bolcheviks qui les ont créés ? Mais nous n'étions à l'origine dans les Soviets qu'une minorité, une quantité négligeable. Naturellement, nous avons lancé le mot d'ordre des Soviets. Mais que représentons-nous, qu'étions-nous dans les Soviets ? On nous laissait prendre la parole moins facilement que l'accorde le président du tribunal révolutionnaire à Vahderveide et même aux accusés. Qu'étions-nous au Soviet de Moscou ? Un petit groupe d'accusés. Et qui dirigeait ? Les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires.

Mais le Soviet, c'était la forme la plus adéquate du front unique, au commencement de la Révolution. C'est la masse qui nous a imposé cette formule du front unique et nous l'avons acceptée, et non seulement acceptée, mais encore nous nous sommes jetés dans ces Soviets, comme minorité, avec la certitude que nous vaincions nos adversaires et nous avons réussi.

Or, on nous dit : nous n'avons rien à faire avec les réformistes et leurs chefs. Nous voulons des Soviets où les chefs n'aient pas accès. Mais, comment ? Est-ce que vous disposez de la classe ouvrière tout entière ? Est-ce que vous pouvez interdire aux ouvriers d'envoyer aux Soviets les hommes qui ont leur confiance ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Je n'y comprends rien !

Puis on dit : nous faisons comme les Russes en 1905 et en 1917. Etes-vous en 1905 ou en 1917 ? Je crois que vous êtes dans l'époque préparatoire, dans l'intervalle entre ces deux années, entre ces deux révolutions. Est-ce qu'il y avait des Soviets révolutionnaires dans cet intervalle, en Russie ? Non. Qu'est-ce qu'il y avait ?

Il y avait nos tentatives, notre propagande communiste, notre organisation, notre action et nos tentatives de créer l'unité d'action, l'unité de front prolétarienne. C'était notre préparation à la grande unité pour le moment décisif où surgissent les Soviets.

Est-ce que vous croyez qu'au moment où la masse recevra la poussée historique, le front unique sera vivifié ? Mais il se réalisera quand même, il se réalisera inopinément pour vous. Vous serez forcés de l'accepter sans préparation.

Naturellement, *post factum*, vous vous adapterez au fait, vous trouverez votre chemin dans ce front unique : mais il vaut mieux prévoir, préparer, et diriger que se laisser surprendre par les événements, il vaut mieux être les précurseurs de cette idée, de cette action, que ses suivants.

Vraiment, on ne peut pas mieux compromettre l'idée des Soviets qu'en la propageant comme la résolution de la Fédération de la Seine.

La résolution dit encore que « le Parti français a toujours affirmé son esprit de discipline (naturellement). Mais cette discipline ne doit pas être comprise d'une façon étroite, les Partis se bornant à enregistrer les décisions de l'Exécutif ».

En d'autres termes : La discipline, en général, est une chose excellente, mais pas dans notre maison, pas dans la III<sup>e</sup> Internationale, où l'on nous force à enregistrer les résolutions de l'Exécutif, prises d'ailleurs d'accord avec nos délégués, sauf sur une seule question : celle du front unique, où après la discussion, nos représentants ont fait une déclaration de discipline ! Et l'on finit en exprimant un espoir :

« Elle espère (la Fédération), que c'est ainsi, par une orientation à gauche, que le quatrième congrès revisera les décisions actuelles de l'Internationale sur la question du front unique. »

Ainsi, il y a l'orientation à droite, celle de l'Internationale Communiste et l'orientation à gauche, celle de Victor Méric, le collaborateur de Fabre ! Celle du camarade Renoult qui reproduit dans son journal les passages les plus instructifs du *Journal du Peuple* ! Celle du camarade Héine qui veut copier l'organisation fédérative de la République soviétiste !

Passons à la question syndicale.

Le camarade Frossard a fait un pronostic assez optimiste. Et nous sommes tous naturellement enthousiasmés de la perspective qu'il nous a dessinée. J'espère sincèrement qu'elle se réalisera, mais ce succès est vraiment un peu inattendu.

Comment prépare-t-on ce changement ? Les ouvriers ne le voient pas. La presse devrait pourtant réfléchir un peu ce processus. On ne voit rien ! J'ai pour ma part suivi tous les symptômes qui caractérisent les rapports entre le Parti et le mouvement syndical.

Nous avons beaucoup insisté, lors de la Conférence de l'Exécutif élargi, sur la nécessité de changer l'attitude du Parti dans la question syndicale. Nos camarades

français ont dit : « Oui, il y a encore un certain manque d'énergie dans l'application, mais cela ira mieux dans l'avenir. »

Puis j'ai lu l'article du camarade Frossard sur la question où il dit :

« La politique habile et prévoyante de Jaurès empêcha que l'irréparable ne se produise entre ces deux forces prolétariennes, l'une politique, l'autre économique, si également nécessaires et au fond si étroitement solidaires. Longuet ne nous reprochera pas, je pense, de reprendre à notre compte la politique de Jaurès. »

Camarades, il y a là une direction absolument contraire aux résolutions de nos Congrès internationaux, à notre programme, aux résolutions de Marseille.

C'est une direction assez nette : la tradition jauréssiste. Nous connaissons bien les grandes qualités, le génie puissant de Jaurès. Même dans sa tactique syndicale, son grand génie se manifeste, car cette tactique était tout à fait appropriée, tout à fait adéquate à la situation créée par le socialisme réformiste patriarcal et national d'un côté et par le syndicalisme anarchisant de l'autre. Il n'y avait pas alors de possibilité pour notre tactique. Le prolétariat réagissait contre l'hypocrisie démocratique par le syndicalisme. Le Parti était inféodé au parlementarisme. Alors le Parti, par la bouche éloquent de Jaurès, disait : indulgence pour cette impatience du prolétariat ; cette haine, cette obstruction contre le Parti, c'est un fait historiquement acquis, il faut le prendre comme il est, n'y touchez pas.

D'autre part, les hommes qui guidaient les éléments syndicalistes (et qui se révélèrent depuis comme des traîtres), qui exploitaient alors les sentiments vraiment révolutionnaires de la classe ouvrière française, les Jouhaux et Cie, disaient : « Nous sommes contre le Parlement, mais puisque les parlementaires ne touchent pas à notre domaine syndical, on peut diviser le travail. Il y aura une certaine entente tacite entre nous et le parti socialiste parlementaire. » Voilà la tradition jauréssiste.

Est-ce que nous pouvons l'accepter ?

Jamais !

Notre Parti, c'est la conscience du prolétariat dans toutes ses actions, sur tous les domaines. Nous pouvons être faibles, et c'est pourquoi nous cédon de la place à d'autres, mais nous *luttons* pour entraîner toute la classe ouvrière et pour la conduire dans sa lutte.

Comment pourrions-nous le faire sans nous présenter dans chaque arène, devant chaque auditoire avec notre drapeau, avec le drapeau que nous ne cachons jamais ?

Pourrions-nous dire : Nous partageons le travail, l'organisation syndicale est autonome, elle n'est pas soumise à l'autorité du Parti ? Il est évident que puisque nous ne sommes pas la majorité, cette organisation est indépendante.

Mais nous, comme Parti, dans nos groupements, dans les syndicats, au Parlement, dans la presse, partout, nous sommes une organisation d'idées, d'action centralisée, nous sommes partout le Parti Communiste, la volonté de Révolution Communiste.

Et je ne comprends pas comment nous pourrions accepter la tradition jauréssiste. Elle est absolument contraire à notre programme, à notre tactique. Je m'étonnerais donc que nous aboutissions à Saint-Etienne à un résultat conforme à notre méthode sous l'influence d'une idéologie contraire à cette méthode.

Frossard nous a dit : « Ce sont des communistes qui, par leur dévouement, par leur travail, acquièrent les postes responsables dans le mouvement syndical. »

Je le comprends très bien. Toutes les lettres que nous recevons de France, lettres privées et lettres officielles, présentent les ouvriers français comme les meilleurs éléments de l'Internationale, et par exemple, une lettre sur le Congrès de la Jeunesse à Montluçon. Chaque Parti peut envier le Parti français d'avoir ces éléments, ouvriers excellents des Jeunesses ou des Sections.

Or, je dis que, naturellement, ces éléments dans les syndicats et partout gagnent la confiance de la classe ouvrière. Ils prennent des postes responsables. Mais sont-ils guidés par le Parti dans leur travail ? Considérons deux fractions, la fraction Rosmer et la fraction Monmousseau. Celle-ci, la *Vie Ouvrière*, a une longue tradition de syndicalisme anarchisant, mais pourtant se rapproche de nous. Elle compte des éléments excellents. Rosmer est sorti de ce groupement, Monatte y est resté, mais nous avons l'espoir qu'il marchera dans l'avenir avec nous. Mais les meilleurs adhérents de Monmousseau sont pour la plupart des commu-

nistes, des membres de notre Parti. Alors les éléments communistes, c'est-à-dire ceux de la fraction Rosmer qui est encore assez faible, ceux de la fraction Monrousseau, plus les communistes anarchisants, les communistes opposés à la discipline du Parti sont la majorité.

Est-ce que c'est un fait compréhensible ?

On nous dit : « Vous devez connaître l'histoire du mouvement ouvrier français. » Naturellement, les camarades français la connaissent beaucoup mieux que moi. Mais, tout de même, je la connais un peu. J'ai commencé à me mouvoir à Paris avec Monatte, Rosmer, etc. J'apprécie beaucoup ce mouvement, je connais ses tendances. Il était formé avant la guerre d'éléments très révolutionnaires, et d'ailleurs il en reste quelque chose. Je peux les ménager, le Parti doit les ménager, il doit procéder envers eux très prudemment. Quand il s'agit de syndicalistes qui représentent la tradition syndicaliste, qui ont des préjugés contre mon Parti, je m'approche d'eux graduellement, j'ai de la patience, et non seulement je suis politique, mais aussi un peu pédagogue envers eux.

Mais il y a des communistes membres de mon Parti qui changent d'idées quand ils entrent dans les syndicats. Ils deviennent syndicalistes et adhèrent à la *Vie Ouvrière*. Et je ne sais si nous gagnerons ainsi le mouvement syndical ou si c'est le syndicalisme révolutionnaire qui gagnera notre Parti.

Nous avons eu l'exemple de Verdier et Quinton. Quand nous demandions : « Que font ces Verdier et ces Quinton ? Ils écrivent des choses absolument inadmissibles », on répondait : « Ce sont des membres du Parti. » Mais en quoi cela consiste-t-il ? Ils ont leur carte du Parti. Ils se sont couverts de l'autorité du Parti Communiste quand la révolution mondiale avait une certaine autorité. Ils ont fait une politique contraire au communisme dans les syndicats. Après s'être installés dans les syndicats, ils ont jeté leur carte du Parti. Ils continuent le même travail contre le Parti, tout en se débarrassant de leur carte. Mais il nous reste encore des sous-Verdier et des sous-Quinton. Est-ce que c'est admissible et voulez-vous en finir ?

Je crois qu'il faut insister sur cette question. Le Congrès de Saint-Etienne aura lieu bientôt. Il faudra y faire ce qu'on fait partout dans un Congrès syndical. Il faudra convoquer la fraction communiste du Congrès, sous la direction de représentants du Comité Directeur du Parti, dresser la liste des délégués communistes. Celui qui a sa carte doit venir dans telle salle, à telle heure ; et là-bas, le Comité Directeur ou ses représentants avec cette fraction, établit le programme d'action pendant le Congrès. Fera-t-on cela, oui ou non, à Saint-Etienne ?

Il faudra établir le programme d'action en ménageant les préjugés des syndicalistes anarchisants mais pas en s'adaptant à la personnalité d'un Verdier ou d'un Quinton. Mais les communistes doivent se soumettre à leur Parti, à ses résolutions. Ils doivent voter la résolution d'adhésion sans réserve à l'Internationale Syndicale Rouge.

Et je demande : le délégué du Congrès Syndical membre du Parti qui aura voté contre l'adhésion sans réserve à l'Internationale Syndicale Rouge, sera-t-il exclu du Parti ou non ? Voilà la question que je pose.

Notre conférence tout entière doit poser cette question, insister pour obtenir une réponse tout à fait nette et inscrire cette réponse dans sa résolution.

Passons au front unique. Nous allons en France vers une époque de bloc des gauches. C'est le camarade Frossard qui nous a dit ce qui est maintenant reconnu de tous. Qu'est-ce que cela veut dire : une époque de bloc des gauches ?

Je trouve de temps en temps dans les journaux du Parti cette affirmation que l'époque de la démocratie est dépassée. C'est une erreur. L'avènement du bloc des gauches en France, ce sera une nouvelle grande influence des préjugés démocratiques et pacifistes dans de profondes couches du prolétariat. C'est un fait, fondamental. Notre mouvement est, à l'époque actuelle, très saccadé. Il avance par grandes secousses. Vous avez eu au début de la guerre l'époque des illusions patriotiques de la défense nationale. Puis, le commencement du désenchantement. Puis, l'aurore révolutionnaire de 1917. Puis la victoire et ses illusions qui ont influé sur la classe ouvrière en grande partie. Puis, un nouveau désenchantement et le commencement d'une courte époque d'illusions révolutionnaires. Je dis d'illusions parce qu'il n'y avait pas de conception nette de la Révolution : c'est un vague sentiment qui a inspi-

ré la grève des cheminots, laquelle ne fut ni bien préparée, ni bien conçue. Cette grève fut l'expression de ces illusions révolutionnaires. Et le Parti Communiste révolutionnaire lui-même est le meilleur produit de cette époque.

Depuis, on a constaté une espèce de recul, la désillusion qui suit fatalement les illusions révolutionnaires. On avait cru la Révolution beaucoup plus proche et plus facile. Les désillusions qui ont suivi ont provoqué une certaine passivité.

Celle-ci se remarque dans la masse ouvrière en France, où la pression du capital n'est pas assez grande pour provoquer une révolution, où l'esprit révolutionnaire sommeille, où les vieux préjugés renaissent, où l'on n'a pas l'activité de penser nécessaire pour s'assimiler les idées nouvelles.

Il en résulte une crise de recrutement.

Mais en même temps s'accomplit un processus molaire dans la masse, aussi bien petite-bourgeoisie que prolétarienne. C'est le mécontentement contre le bloc national, le désir d'un jugement, aussi l'idée du bloc des gauches apparaît à l'horizon. Et dans un tel moment, que pensent les ouvriers ?

Prenons un ouvrier de Paris qui n'est pas communiste, qui sympathise avec le Parti, avec la Révolution sociale, et qui, s'il y a demain des barricades, n'y sera peut-être pas le premier, mais le second. Cet ouvrier se dit : « Tout de même, le bloc de gauche, c'est un avantage en comparaison avec le bloc national. Les communistes sont d'excellentes gens ; quand ils voudront faire la révolution, je serai avec eux. Mais ils proclament toujours qu'ils se méprennent. En attendant, je préfère un changement. Nous avons un régime Poincaré, je préfère avec beaucoup d'autres voter pour Longuet, dont le parti constituera un gouvernement plus avancé. »

Cet ouvrier est démocratique, mais son démocratisme est sceptique. Il est révolutionnaire, mais pour le moment son révolutionnarisme est expectatif. Il est bien intentionné mais on l'a trop trompé. On l'a trop trompé votre ouvrier français ! C'est pourquoi il y a une cendre de scepticisme sur sa flamme révolutionnaire.

Et vous, communistes français, vous dites, vous répétez : Front unique ? Non, nous sommes pour la sacro-sainte révolution. C'est tout. Et vous donnez à l'ouvrier l'idée des gauches.

Si vous lui disiez : Nous devons opposer le bloc du prolétariat au Bloc National et au bloc des gauches ; ils veulent faire un gouvernement bourgeois, nous, nous voulons un gouvernement prolétarien. Si vous lui disiez : Tu n'es pas communiste, la Révolution n'est pas pour demain, essayons de constituer un gouvernement ouvrier. Avec qui ? Avec tous les courants du mouvement ouvrier, avec les syndicalistes, avec la C. G. T., avec la C. G. T. U., avec les dissidents, avec tous les groupements de la classe ouvrière ?

Oh ! quelle idée réformiste ! Quelle idée néfaste ! Quelle trahison ! Laisser le bloc des gauches s'emparer de l'âme du prolétariat français, c'est évidemment une tactique beaucoup plus simple à observer. Frossard nous a dit : « Nous saluons le bloc des gauches parce que ce bloc comprendra le parti des dissidents qui s'y compromettra, et c'est nous qui succéderons. » Cela signifie attendre l'héritage du bloc des gauches. C'est une tactique qui veut dire : l'histoire fera toute seule le bloc des gauches, le bloc des gauches compromettra les dissidents, et mon Parti prendra l'héritage. Non, ce n'est pas notre politique.

Pour que les dissidents se compromettent dans le bloc des gauches, il faut qu'ils aient un minimum d'ouvriers avec eux au commencement de cette expérience. C'est pourquoi nous devons opposer à l'idée du bloc des gauches l'idée du bloc ouvrier. Naturellement, on peut dire : sans les chefs. Si les ouvriers nous disaient : Pourquoi nous proposez-vous le bloc avec Jouhaux et Longuet ? Ces gens-là nous les jetons par la fenêtre, le problème serait résolu. Mais la condition préalable est d'acquiescer la confiance du prolétariat. Et ce qui manque, c'est cette condition préalable.

Vous dites à un ouvrier français : Marche avec moi et pas avec les bourgeois. Il vous répond : Oui, je suis un ouvrier, je ne veux pas marcher avec les bourgeois, mais j'ai confiance en Jouhaux. Vous devez lui répondre : Eh bien ! marche avec lui, mais dans la voie que je te propose contre la bourgeoisie.

Si cet ouvrier essaie d'entraîner Jouhaux et ne réussit pas, celui-ci se compromet. Ainsi, la moitié, le tiers des adhérents de Jouhaux peuvent être gagnés pour

nous. C'est le mouvement politique, la tactique de lutte et non pas la répétition des mêmes idées sur le même point de la terre, qui grossiront nos forces.

La question du front unique et l'idée du gouvernement prolétarien ont pour la France actuellement la plus grave importance. Parce que vous avez encore à vaincre les préjugés syndicalistes et anarchistes qui disent que les syndicats se suffisent complètement, qu'il n'y a nul besoin de dictature prolétarienne, etc. L'idée que nous opposons au gouvernement bourgeois un gouvernement ouvrier est une idée qui peut entraîner les adhérents des syndicalistes et des anarchistes.

J'en viens à la conclusion.

Il faut, camarades, qu'une nouvelle ère, qu'une nouvelle époque commence pour les communistes français.

Il faut un grand changement, un changement évident pour la classe ouvrière française, un grand changement de route et de méthodes.

Sans ce changement, le Parti français aboutira à des résultats désastreux. Pour moi, c'est tout à fait évident. On aboutira à de nouvelles secousses, à de nouvelles crises, à de nouvelles scissions, et ces scissions seront faites par l'histoire sur des lignes qui ne sont pas les plus favorables au mouvement ouvrier français.

Je crois qu'on peut maintenant assurer au grand noyau, au noyau vraiment vital du Parti, sa grande majorité homogène, si l'Internationale, ce que je vous propose au nom de l'Exécutif, trace maintenant des lignes directrices, en pleine collaboration avec la délégation française, des lignes déterminées, bien définies, découlant de notre programme et appropriées à la situation en France.

Il faut réclamer et c'est ce que le camarade Frossard a dit lui-même, que le Parti se mette au travail, élabore un programme tout à fait net pour le prochain Congrès, que le travail commence dès maintenant pour dresser ce programme approprié à notre époque, révolutionnaire mais trainante.

Il faut que le Parti élabore des thèses tactiques qui condamnent impitoyablement le pacifisme, le centrisme, le réformisme, l'indiscipline dans leurs formes telles qu'elles se manifestent en France, en chassant du Parti les représentants de ces tendances.

Il faut que le Parti crée un statut qui donne au Comité Directeur la possibilité de diriger et qui élimine pour la Fédération de la Seine la possibilité de créer une organisation tout à fait bizarre et contraire aux intérêts du mouvement ouvrier.

Il faut que le Comité Directeur liquide le cas Fabre politiquement, oui, politiquement, et non comme une soumission à telle ou telle résolution, à tel article des statuts. Politiquement, c'est-à-dire, qu'il faut expliquer aux ouvriers que nous avons porté un coup politique à nos ennemis de l'intérieur. On nous a dit que la commission des conflits s'opposait à l'explication. Les statuts ne s'opposent pas à l'explication dans l'*Humanité* des raisons pour lesquelles il faut expulser des éléments comme Fabre. On ne l'a pas encore fait. Il faut une presse vraiment ouvrière. Il faut que ce soit la voix du Parti qui soit entendue dans la presse, et non des opinions personnelles, et non des « leaders » qui parlent en leur propre nom. Il faut qu'un simple membre du Parti, comme par exemple Rosmer, puisse écrire un article, sans être leader, et sans que Victor Méric, avec un esprit de mandarin, de mandarin chinois, lui objecte : Tu n'es pas leader...

Il faut que le principal article politique ne soit pas signé — ce qu'on voit dans toute la presse communiste du monde, — qu'il soit la voix du Parti. Il faut que l'ouvrier, quand il veut s'informer de la pensée de son parti, puisse lire des articles non signés dont le Comité Directeur doit être responsable. Et l'*Humanité* doit représenter la ligne de l'Internationale, refléter la pensée de l'Internationale. On ne peut plus tolérer qu'un journal du Parti, comme celui que dirige notre camarade Daniel Renoult, devienne un instrument qui éloigne le Parti de l'Internationale.

Au Congrès de Saint-Etienne, il faut une fraction communiste, dirigée par des représentants du Comité Directeur, avec un programme d'action bien défini, avec une discipline sérieuse.

Et je crois, camarades, qu'à ces conditions, on peut demander qu'il n'y ait pas de fractions dans le Parti français. Si la situation d'aujourd'hui continuait, si le Parti ne trouve pas de lui-même la volonté d'exclure l'organe qui est le centre de la fraction de droite (car

le journal de Fabre n'est autre chose que le centre de la fraction de la droite), la renaissance des fractions est inévitable. Si l'on ne trouve pas cette volonté, il est absolument inéluctable que les éléments révolutionnaires, fidèles à l'Internationale, se groupent autour d'un centre, tôt ou tard. C'est absolument inévitable.

Et si l'on met l'Internationale devant la nécessité, si la marche des événements et la passivité de la part du Parti et de nous-mêmes, de nous tous, produisent cette situation que, dans une demi-année, dans une année, l'Internationale soit devant cette nécessité de choisir entre une droite résolue et une gauche en formation (le centre se dissoudra dans la lutte entre les deux tendances, ce centre qui n'a pas de physionomie précise, il se dissoudra fatalement), l'Internationale n'aura rien d'autre à faire qu'à donner son autorité à la gauche. C'est absolument inéluctable.

Camarades, cette perspective me paraît, nous paraît à tous néfaste et le prolétariat français mérite une meilleure voie pour son Parti. Nous avons eu quelque chose de semblable en Italie. Mais l'Italie était dans une autre situation, dans une situation vraiment révolutionnaire. Il y avait eu la trahison subite du Parti officiel. La scission était absolument inévitable. Le Parti Communiste a été formé du tiers de l'ancien parti. Maintenant, il a fait de grands progrès ; mais l'événement est historique et comporte une leçon pour nous.

La France est dans une situation beaucoup plus favorable, même par la lenteur de son évolution politique. On peut tirer des enseignements de ce qui s'est passé en Italie. Et si nous nous bornions à s'enveler ce qui s'est passé en Italie, à quoi servirait l'Internationale qui doit généraliser l'expérience d'un pays pour en enrichir les autres ?

Camarades, il y a des moments très difficiles dans la vie de chaque parti et une intervention à ces moments est très délicate. C'est évident. Personnellement, j'étais assez optimiste, il y a quelques mois, il y a une année. Mon optimisme, et je crois que j'exprime ici la pensée de la majorité de l'Internationale, mon optimisme a diminué, a diminué toujours dans ce sens que, par la tactique expectative, par la passivité bienveillante, on n'a pas obtenu le résultat désirable.

C'est pourquoi, en toute cordialité et en même temps en toute conscience de l'importance de la question, je dis qu'il faut cette fois s'entendre avec les camarades français, avec la délégation présente ici, la meilleure délégation que le Parti français ait pu nous envoyer, il faut s'entendre sur les questions les plus importantes, les plus décisives, et rédiger des résolutions tout à fait déterminées, tout à fait acceptées, et il faut exiger leur application totale et intégrale.

C'est la proposition que nous ferons à la Commission.

(Applaudissements.)

## Secourons nos Frères de Russie

### ERRATUM

Notre camarade René Reynaud ayant quitté Paris pour quelques semaines, la correction typographique de notre dernier numéro s'en est cruellement ressentie.

C'est ainsi que l'article de notre collaborateur Spectator a eu son titre défiguré. Le manuscrit portait : « Les latrines de Kant » ; nous avons imprimé : « Les latrines du Kant ».

Aux lignes 8 et 12 du même article, lire Pierre Dumas et non René Dumas.

Ajoutons que sous le pseudonyme de Spectator se cache un écrivain socialiste du plus grand talent, que des circonstances personnelles obligent actuellement à se tenir dans l'ombre.

## Séance de l'Exécutif élargi, du 10 Juin 1922

TROTSKY. — Au cours de la discussion, et surtout hier, on a essayé un peu trop, à mon avis, d'expliquer la situation ; même le camarade Brandler a recommencé, il me semble, sans avoir tous les renseignements nécessaires, a recommencé aujourd'hui à expliquer la situation, pourquoi elle se présente comme vous savez, etc...

Naturellement, pour prendre une décision, il faut comprendre ce qui se passe. Il faut connaître le passé. Mais, tout de même, nous ne sommes pas un Congrès historique, nous sommes une assemblée de l'Internationale et la tâche que nous poursuivons n'est pas seulement d'étudier le passé qui a déterminé le présent, mais de préparer l'avenir, et pour l'avenir, il faut changer la situation actuelle, il faut indiquer les moyens d'y parvenir.

J'ai déjà cité, une fois, à propos de la question française, un mot de Marx qui a dit, dans son ouvrage sur la philosophie de Feuerbach, que les philosophes ont assez interprété le monde, et que maintenant il faut le changer.

Maintenant, il faut non pas expliquer mais changer la situation dans le parti français.

Notre camarade Rappoport égale un péché dans son discours par ses tentatives répétées d'expliquer la situation. C'est une mentalité qui a bien caractérisé la 2<sup>e</sup> Internationale, surtout le mouvement en Allemagne, où l'on était bien marxiste, comme vous savez, mais où l'on ne s'occupait que d'expliquer, et non d'agir révolutionnairement. On expliquait ce qui se passait en bons marxistes, et l'on agissait en bons opportunistes.

Maintenant, je le répète, il s'agit d'agir pour changer la situation. L'état d'esprit du camarade Rappoport, bien caractéristique, est un peu fataliste. C'est le plus grand danger pour notre mouvement en France.

Rappoport dit que la France est le pays de la petite-bourgeoisie, que celle-ci influence tout, etc. C'est une explication, ce n'est pas le moyen de changer la situation. Mais c'est une explication fautive qui conduit Rappoport à des conclusions, pour employer son mot, tout à fait pessimistes. Ce qu'il a dit du sort du Parti français est tout à fait pessimiste.

Selon lui, la petite-bourgeoisie en France a assigné au Parti socialiste, pendant la 1<sup>re</sup> Internationale, un rôle bien triste. Pendant la 2<sup>e</sup> Internationale, ce fut la question du millerandisme, du briandisme. Et dans la 3<sup>e</sup> Internationale, c'est la même chose. Telle est sa conclusion.

Or, camarades, je ne suis pas de cette opinion. Pendant la 2<sup>e</sup> Internationale, c'est le prolétariat français qui a écrit la page d'histoire de la Commune. Il n'y a que le prolétariat français qui ait écrit cette page, la plus glorieuse de toute une époque, de la période précédant le commencement de cette révolution mondiale où nous vivons.

Pendant la 2<sup>e</sup> Internationale, le Parti français était semblable au Parti allemand, avec cette différence que le Parti allemand couvrait formellement, théoriquement son opportunisme d'une psychologie et d'un peu de théorie marxiste. Tandis qu'en France, on faisait la même politique d'opportunisme, avec plus d'éclat et plus ouvertement, parce qu'on était dans un pays républicain.

Et maintenant, dans la 3<sup>e</sup> Internationale, je ne vois dans le passé du prolétariat français aucune raison pour qu'il ne joue un rôle digne de la conscience historique qu'il a accumulée, de son passé

vraiment héroïque, de la civilisation du pays tout entier.

On m'a dit que si je n'ai pas donné un tableau pessimiste, c'était tout de même un tableau chargé : ainsi s'est exprimé Rappoport. Mais au contraire, le tableau le plus pessimiste, le plus noir, c'est celui du camarade Rappoport, et le mien le plus optimiste.

Quand j'analyse avec vous la situation en France, je dis : Ce n'est pas la petite-bourgeoisie qui a créé cette situation. Il ne faut pas exagérer les forces de la petite-bourgeoisie. Prenez le Parti ouvrier anglais : en Angleterre, il n'y a pas de petite-bourgeoisie, il n'y a guère qu'une grosse bourgeoisie. Est-ce que le sort et le passé du socialisme anglais est plus brillant que celui du socialisme en France ? Mais non ! Qu'était le socialisme anglais pendant la 1<sup>re</sup> Internationale ? Presque rien. Et pendant la 2<sup>e</sup> Internationale ? De petits groupements socialistes et mi-socialistes qui ont dégénéré, comme le groupement de Hyndman, et d'autre part, un grand parti de libéralisme ouvrier. Il n'y avait pas de petite-bourgeoisie. Qu'y avait-il ? Il y avait la grande bourgeoisie, un capitalisme fort avec un passé puissant de civilisation, une histoire, une révolution, des conquêtes matérielles, la culture capitaliste. Voilà le grand obstacle : ce qui est mort saisi ce qui vit.

En France, comme en Angleterre, comme dans les pays les plus civilisés, où le passé est riche de culture, de tradition, le mur de la civilisation capitaliste se dresse contre l'avenir. Il faut, coûte que coûte, surmonter ces obstacles dont la bourgeoisie se sert à merveille. Il faut les surmonter. Et lorsque le Parti Communiste saura grouper les ouvriers selon la nouvelle ligne historique, la ligne révolutionnaire, en utilisant en même temps la civilisation écoulée, qui donne cette finesse de l'ouvrier français, nous aurons en France, espérons-le, le meilleur Parti Communiste du monde.

La crise actuelle est une crise de préparation pour pouvoir utiliser tout un riche passé qui constitue pour l'heure un obstacle, mais qui deviendra demain la garantie d'une action d'une envergure encore inconnue dans l'Histoire.

Le camarade Rappoport se rapproche, quand il invoque la petite bourgeoisie, des éléments qui pour leur part invoquent cette petite bourgeoisie que forment les paysans, comme Renaud Jean et Auclair qui disent constamment que les paysans sont les 4/7 de la population française. Rappoport dit aussi : que voulez-vous de notre Parti puisque les petits-bourgeois sont les 4/7 de la population, il faut s'adapter..

Mais les paysans sont les paysans, et nous sommes le Parti ouvrier !

Si la petite bourgeoisie exerce l'influence de ses préjugés autour de nous, cela ne signifie pas que nous devons devenir des représentants de cette influence. Nous voulons créer en France un Parti ouvrier. Nous l'avons créé. La manière des camarades Auclair ou Renaud Jean d'apprécier la situation est tout à fait fautive et démocratique.

Renaud Jean dit : « Notre pays a été gangrené par des décades de démocratie », mais il a lui-même une conception absolument démocratique. Il compte les voix, il dit 4/7 de la population, il établit une statistique ! C'est tout.

Alors comment expliquer la Révolution en Russie, où le prolétariat est une partie beaucoup plus infime qu'en France ? Que prouve la Révolution russe ? Elle prouve qu'avec la statistique de la

population, base des manœuvres de la lutte électorale dans le pays, on ne fait pas la Révolution. La force du prolétariat ne s'explique pas seulement et ne se détermine pas seulement par le nombre des prolétaires. Il faut apprécier sa valeur, son rôle dans l'industrie, dans la vie sociale, sa concentration, son organisation, son parti, etc... Il n'y a que lui, prolétariat, qui peut entraîner les masses hésitantes des paysans, des paysans pauvres, mais c'est lui le sujet de l'Histoire, et non pas l'objet entraîné, c'est lui qui fait l'Histoire révolutionnaire.

Or, en France, le prolétariat est une partie beaucoup plus grande de la population qu'en Russie, avec un passé plus riche, un niveau politique plus élevé. Les conditions nécessaires à la formation d'un Parti sont donc données.

On nous répète toujours : nous souffrons du manque d'hommes. Oui, si l'on reste toujours dans cette couche supérieure qui a dirigé toujours en France les destinées socialistes et parlementaires de la classe ouvrière, formée de journalistes, d'avocats, d'intellectuels. Il nous reste très peu de ces éléments de l'ancien parti dans le Parti Communiste. C'est juste. Mais je crois que nous devons nous en féliciter, car même ainsi il en reste encore trop.

Personne n'osera dire que dans la classe ouvrière elle-même on ne pourra trouver, si l'on cherche avec énergie, si l'on ouvre la voie aux meilleurs éléments de cette masse, les nouveaux chefs, les nouveaux guides du prolétariat.

Qu'avons-nous vu dans le passé ?

D'un côté, le Parti parlementaire, d'un autre côté le syndicalisme. Le syndicalisme, comme nous l'avons dit dans notre discussion, a attiré à lui la masse ouvrière parce qu'il a donné, bien que d'une manière assez fautive, l'expression des sentiments révolutionnaires des ouvriers en opposition à la politique parlementaire. Mais le syndicalisme a fait aussi autre chose. Il a donné la possibilité aux éléments les plus énergiques du prolétariat français de se placer en tête du prolétariat. Le mouvement syndical a été dirigé par les ouvriers.

Voilà le grand fait. Voilà la grande valeur, dans le cadre historique d'avant la guerre et pendant la 2<sup>e</sup> Internationale, du syndicalisme français. Voilà la grande différence entre le Parti et les syndicats. Dans les syndicats, les ouvriers ont vu toujours quelqu'un des leurs à la tête. Dans le Parti, il a vu des professeurs d'éloquence, des journalistes, des avocats.

Il faut changer la situation. Il faut que dans le Parti les ouvriers voient les leurs en tête partout. Cela n'exclut pas, naturellement, ceux qui y ont acquis légitimement une position, quoique d'origine bourgeoise, petite-bourgeoise, intellectuelle, etc... Mais comme règle, et non pas comme exception, ce sont les ouvriers qui doivent s'élever dans leur Parti. C'est une grande tâche en perspective dans la composition du Comité Directeur, comme lorsqu'on établira les listes des candidats aux élections. La question est capitale.

Deux ou trois ouvriers, adroits ou maladroits, qui entreront au Parlement ou dans une municipalité avec un esprit neuf et même un peu arrogant envers cette bourgeoisie qui crée systématiquement une atmosphère de politesse et de courtoisie rendront plus de services au communisme que des dizaines d'intellectuels. En France, cette atmosphère presque religieuse de politesse est un puissant moyen d'influence à la disposition de la bourgeoisie, de même qu'en Angleterre, l'Eglise, comme dit Lloyd George, est la grande station électrique qui met en mouvement tous les Partis bourgeois et même la plupart des ouvriers, car Henderson et ses pareils sont compris dans ce réseau électrique. En France, c'est la religion de

la politesse, de la courtoisie, que la bourgeoisie emploie avec habileté contre le Parti ouvrier. Le député qui entre au Parlement est très sensible à ce qu'on dit de lui, à ce que pensent de lui les professionnels de la politesse comme feu Deschamps, et bientôt il s'adapte et devient plus modéré. Au bout d'une année, il ne reste rien de l'esprit qu'il a apporté au Parlement.

On voit la même chose dans le Parti dans les rapports entre la direction et l'opposition. La direction imite la bourgeoisie. Quand l'opposition apparaît, on dit : Mais ce sont des questions personnelles. On répète beaucoup maintenant une phrase de notre ami Frossard : Le Parti doit être une grande amitié. Naturellement nous le désirons tous. Mais quand quelqu'un critique, on cite toujours la phrase de Frossard dans ce sens : pas de critiques, pas de critiques ; le parti doit être une grande amitié. En même temps, les éléments qui sont pour la politesse ne manquent jamais, quand ils en ont la possibilité, de frapper l'opposition par quelque phrase équivoque ou par des attaques personnelles. De même, la bourgeoisie française, avec toute sa politesse, quand on la critique au Parlement sérieusement, se montre la plus haineuse, la plus arrogante de toutes les bourgeoisies. Ainsi nous voyons que la politesse est un instrument politique de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il faut briser cet instrument et pour cela, plaçons des ouvriers frais et robustes dans toutes nos organisations.

Rapport nous dit : Vous attachez trop d'attention aux individus. Voilà un reproche tout à fait inattendu, mais on reçoit toujours, du camarade Rapport, des choses inattendues. (Rires.)

RAPPORT. — Parfois agréablement inattendues.

TROTSKY. — Parfois...

A propos de Fabre, il dit : Vous donnez trop d'attention aux individus et ainsi vous déroutez les masses.

Le Parti français fait un grand travail dans les masses, je n'en doute pas. Mais quand nous parlons d'un Parti Communiste, nous supposons que le travail élémentaire qui doit être fait est fait, et personne n'en doute, il n'est pas besoin de le mentionner. Nous ne discutons que sur les questions qui nous divisent.

Mais dire : Vous attachez trop d'attention aux individus...

CARTIER. — Oui, vous accordez trop de valeur aux individus, et, si vous le permettez, je vous répondrai !

TROTSKY. — C'est ce que Rapport a dit.

CARTIER. — Il a dit la vérité, c'est exact.

TROTSKY. — Eh bien, vous ne faites que le confirmer.

CARTIER. — Vous-même, vous attachez trop d'attention aux individus !

TROTSKY. — Alors, sur cette question vous êtes d'accord avec Rapport, mais malheureusement je ne puis pas être d'accord avec vous. (Rires.)

CARTIER. — Si vous me permettez, c'est immédiatement que je répondrai !

TROTSKY. — Je vous en prie.

CARTIER. — Eh bien ! camarades, voilà la justification de mon intervention. Je regrette, peut-être cela va indisposer la Conférence contre moi. Je tiens essentiellement à apporter une explication.

Vous savez qu'ici il y a deux camarades appartenant au Comité Directeur qui sont arrivés depuis dimanche. Or, qu'est-ce que j'ai constaté ? C'est que notre camarade Trotsky, immédiatement après notre arrivée, dès qu'il l'a su, a fait appeler notre secrétaire général, le camarade Frossard et a négligé de faire appeler notre camarade Cartier qui est un ouvrier manuel, qui n'est pas un orateur et, je le dirai, qui est un brutal, mais qui dit ce qu'il pense, et qui est un vieux militant. Trotsky sait

que pendant la guerre, j'ai couvert non seulement dans mon Parti, mais dans la France, que la citoyenne Cartier et moi, nous avons été arrêtés.

Pendant tout le temps, j'ai été d'une intransigeance absolue. Je puis le dire sans me flatter, je suis l'homme, le représentant exact de la classe ouvrière et pourtant Trotsky a négligé de m'appeler comme il a honoré Frossard. Pourtant je représente, je crois, la vraie classe ouvrière française. Pourquoi Frossard plutôt que Cartier ? Parce qu'il est lui, Frossard, la valeur la plus représentative de notre Parti, parce qu'il est une valeur oratoire et intellectuelle, tandis que Cartier c'est la quantité négligeable du Comité Directeur. S'il est au Comité Directeur, ce n'est pas comme Frossard, il n'a ni sa valeur oratoire, ni sa valeur intellectuelle, mais c'est son passé qu'il a derrière lui, parce qu'il a été réellement un socialiste, n'ayant peut-être pas dans la tête toute la théorie de Marx, mais ayant une valeur combative énergique. C'est ça que je dis à Trotsky.

Vous aussi Trotsky, vous attachez trop de valeur aux personnalités et aux individus. Moi je m'en suis guéri.

SADOUL. — Camarades, je demande la parole pour une mise au point, simplement parce que je considère qu'il est tout à fait inutile que le camarade Trotsky réponde lui-même. Si Cartier connaissait Trotsky, il ne lui ferait pas ce reproche.

Le rendez-vous avec Frossard a été fixé en dehors du camarade Trotsky, et lorsque celui-ci a reçu Frossard, il ignorait complètement la présence à Moscou de Cartier. Il est bien inutile de...

TROTSKY. — Permettez-moi tout de même de dire que nous nous sommes entendus avec le camarade Cartier pour un rendez-vous, et vous savez qu'un événement pénible dans ma vie privée m'a empêché le lendemain de fixer le rendez-vous ; j'ai trouvé à peine le temps d'assister à la séance où j'ai prononcé mon discours sur la question française.

Si vous croyez que cet incident est créé par mon culte des individus, vous vous trompez. Vous pourriez dire tout au plus que c'est ma faute personnellement. Mais il ne s'agit pas de cela, nous parlons d'attitude politique.

Quant au camarade Frossard, ce n'est pas moi qui l'ai demandé. Ainsi que l'a dit Sadoul, on m'a annoncé au téléphone que Frossard désirait me parler, j'ai demandé où je pourrais le voir, on m'a répondu il veut venir tout de suite chez vous. C'est tout. Pendant la conversation ou après, on a nommé Cartier comme étant co-délégué.

CARTIER. — Camarades, vous me permettez. Vous comprenez mon état d'âme. J'ai beau être un simpliste, un primaire, quand j'ai vu cette différence de traitement, j'en ai fait part à mes camarades de la délégation française. Je suis inférieur, je suis traité en enfant pauvre. Je le dirai à Trotsky. Je suis venu ici pour voir, pour lui dire mon état d'âme, car je ne suis pas partisan du front unique. Les arguments ne me convainquent pas. Je suis ici pour les chercher. (*Bruits dans la salle.*)

Mais alors, en raison de cet incident (je veux bien que ce soit un incident), vous comprenez que devant le fait, j'ai voulu souligner cette façon.

SADOUL. — Vous avez eu tort.

CARTIER. — J'ai tort peut-être d'avoir trop de franchise !

SADOUL. — Vous faites montre non pas de la dignité ouvrière, mais de susceptibilité petite-bourgeoise.

CARTIER. — Sadoul interprète comme un avocat, à sa manière, la langue française ! J'ai dit mon état d'âme !

TROTSKY. — Je ne suis pas de l'opinion du

camarade Sadoul, sur sa dernière appréciation, et j'espère que pendant cette conférence nous aurons la possibilité de causer avec le camarade Cartier, d'écartier tout malentendu.

CARTIER. — L'explication est claire. C'est tout ce qu'il me faut. Je suis content !

TROTSKY. — Camarades, j'ai essayé de démontrer que les explications qu'on a données étaient fausses. Mais même si elles étaient justes, les explications ne nous suffissent pas. Il faut changer la situation.

Or, le discours de notre camarade Brandler était, sur ce point, absolument — permettez-moi de le dire — dénué de valeur politique.

Brandler dit : Ce que propose Trotsky, c'est... (*il prononce le mot allemand*). En somme, c'est la guillotine dont a parlé Rappoport, la guillotine de Souvarine. (*Rires.*)

Il me reproche cela même que Rappoport reproche à Souvarine, mais dans un mot allemand qu'il m'est difficile d'exprimer en français. C'est à peu près la même chose.

(*Exclamations, bruit ; on donne diverses traductions du mot allemand.*)

Cela signifie une opération chirurgicale, dans laquelle il faut couper le ventre.

*Dans la salle :* Pas la tête, seulement le ventre !

Trotsky. — Mais aussi, comme Rappoport avec ses éléphants anonymes, Brandler ne dit pas où il faut faire l'opération. Alors, que vaut sa critique ?

Après avoir toléré pendant deux années cette situation, dit Brandler, vous voulez maintenant la brusquer. Et après avoir prononcé un discours caractérisant la situation du Parti français d'une manière très critique, il dit : « Mais vous avez à tort toléré deux années cette situation, maintenant vous voulez la brusquer ; je vous propose de la tolérer une troisième année ». (*Rires.*)

C'est le sens de son discours ! Il ne dit rien de plus, il ne propose pas davantage. Mais croit-il qu'à la fin de la troisième année, la situation s'améliorera ? Dans ce cas, il serait d'avis que la situation s'améliorera d'elle-même. Et pourquoi nous reprochait-il de l'avoir tolérée deux années si elle doit s'améliorer d'elle-même ?

Il dit qu'il faut plus de précision dans le travail, plus de volonté, d'homogénéité. Nous l'avons dit maintes fois, il ne fait que le répéter avec un retard d'une ou deux années. Nous l'avons dit et redit. Qu'il relise nos discours, les décisions et les lettres de l'Exécutif. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est tirer les conséquences et préciser les résolutions, les décisions, en plein contact avec la délégation française.

Brandler dit que nous brusquons la situation. Pourquoi ? Comment ? Parce qu'il n'y a pas en France d'éléments qui veulent aboutir au résultat. Quel résultat ? D'avoir dans les syndicats des communistes qui soient des communistes.

Or, que demandons-nous ? Que les communistes dans les syndicats soient des communistes, qu'ils se soumettent à la discipline. Que le fait qu'ils travaillent dans des syndicats ne leur donne pas le droit d'être, en insoumission permanente envers leur parti. Ils doivent choisir. Ils peuvent travailler comme des libres penseurs à la manière des Verdier et Quinton, dans les syndicats, s'ils ont quitté le Parti, ou ils doivent se soumettre au Parti s'ils en sont membres. Toute la question est là.

Brandler remarque que, pendant deux années, les communistes dans les syndicats, ont travaillé à leur manière, individuellement, sans se soumettre à la discipline. Or, nous avons demandé, exigé maintes fois qu'on leur impose la discipline. Nous n'avons pas réussi. Maintenant, nous exigeons quelque chose de plus.

Qu'on établisse la liste des délégués communistes au Congrès de Saint-Etienne. Qu'on les convoque en fraction du Parti. Que l'on examine et discute ce que les communistes ont à faire ? On verra ainsi s'il y a des communistes qui sont des communistes, prêts à remplir leur devoir envers leur Parti, envers l'Internationale.

Est-ce que ce premier pas n'est pas absolument nécessaire ? Et s'il était démontré que les neuf dixièmes des communistes au Congrès ne sont pas des communistes, qu'ils ne veulent pas se soumettre au Comité Directeur, ce serait une situation tellement triste qu'il serait difficile d'en prévoir les conséquences.

Mais je ne le crois pas. Il n'est pas juste de dire que les ouvriers français ne veulent pas le rapprochement du Parti et des syndicats. Ce n'est pas juste. Ce sont les bureaucrates des syndicats qui ne veulent pas de ce rapprochement, parce qu'ils ont peur de la concurrence des intellectuels du Parti.

Les ouvriers veulent la révolution. Pourquoi Jouhaux a-t-il eu les moyens de réaliser sa volonté de scission ? Parce qu'il s'est servi de la pression irrésistible des éléments révolutionnaires dans les syndicats. Donc, la forme des syndicats n'est pas pour les ouvriers un fétiche absolu, au-dessus de tout. C'est le fond qui leur importe avant tout.

Que veulent les ouvriers ? Les révolutionnaires veulent l'instrument de la révolution. Pour les uns, c'est le syndicat. Pour les autres, c'est le Parti. Quand ces organisations se rapprochent pour des buts révolutionnaires et par leur intransigeance, et non seulement en paroles, ils acclament à la fois le Parti et le syndicat.

Mais il y a les bureaucrates des syndicats qui se disent révolutionnaires qui constituent des cliques avec leurs clientèles, avec leurs chapelles et qui disent : « Ne touchez pas à notre domaine, c'est notre chasse gardée ». Si le Parti se tient à l'écart, ils gardent leur domaine et l'élargissent toujours. Mais au moment où le Parti se présente comme Parti ouvrier et dit sa pensée, sa volonté, alors la clique, la bureaucratie se trouve entre la pression physique de la masse et la pression idéologique du Parti. Si elle ne veut pas marcher avec la masse, elle est écrasée.

Je dis donc que les communistes doivent créer une fraction au Congrès syndical. Est-ce que cela exclut le bloc avec Monmousseau, avec les syndicalistes doctrinaires ? Pas le moins du monde. Le bloc est absolument possible.

Si, pour changer la majorité, nous faisons des concessions aux syndicalistes couleur Monatte-Monmousseau, c'est comme parti que nous les ferons, après avoir apprécié, précisé dans le Parti Communiste ou dans la fraction communiste du Congrès, toutes les modalités, toutes les possibilités. Voilà ce que l'Internationale doit exiger.

Avons-nous le droit de demander que chaque communiste se soumette aux résolutions votées ? Mais c'est élémentaire. Aussi je trouve l'état d'esprit du camarade Brandler trop pessimiste. On dirait que le Parti français, le mouvement ouvrier français, sont tellement malades qu'il faut tourner autour à une grande distance, parler à mi-voix, prendre d'extraordinaires précautions, comme je l'ai écrit à Ker. Ce n'est pas juste. Le mouvement ouvrier et les éléments les plus révolutionnaires qui le dirigent sont tout à fait sains et sérieux. Ils feront de bonne besogne, surtout aidés par l'Internationale. C'est tout ce que nous demandons.

Dans des entretiens privés, on m'a reproché d'avoir mis en avant la question de la Fédération de la Seine. On m'a dit : « Tout de même, on ne

peut pas résoudre la question de la Seine ici : c'est une question locale ».

Or, camarades, je crois qu'il n'y aura jamais de révolutionnaires prolétariens en France sans le changement d'esprit et d'organisation de la Fédération de la Seine. (*Vives approbations.*)

On ne fait pas la révolution en France en dehors de Paris. Et même, pour se préparer à cette révolution, il faut avoir un Parti centralisé, et le Comité Directeur ne peut pas diriger le Parti sans, et surtout contre, la Fédération de la Seine. C'est la même chose chez nous : est-ce qu'on pourrait diriger le Parti russe contre l'organisation de Moscou, aussi bien avant la révolution que pendant la révolution ?

Le Comité Directeur doit créer sa place d'armes. Et cette place d'armes, c'est Paris, et l'organisation de Paris, c'est la Fédération de la Seine. Je suis sûr aussi que dans cette Fédération, on trouvera des éléments qui comprendront très bien les fautes, quand nous les leur aurons expliquées. Des camarades des sections ouvrières de Paris croient trouver dans le passé du mouvement français la justification du fédéralisme. C'est tout à fait faux. Parce que le principe fédératif dans la vie du Parti aboutit toujours, en réalité, à la prédominance d'une oligarchie anonyme.

S'il n'y a pas dans l'organisation une tête, comme le Comité qui doit diriger cette organisation, et une continuité d'action permanente, il y a inévitablement des éléments qui surgissent sans être contrôlés, qui prennent les rênes et dirigent la Fédération sans que la masse se doute pourquoi et comment. Et ce système tout à fait amorphe aboutit toujours au résultat contraire au résultat cherché.

Tandis que s'il y a une organisation centralisée avec un Comité à la tête, limité mais absolument responsable, il y a possibilité vraiment de contrôler.

La forme fédérative nous explique pourquoi l'extrême-gauche soutenait comme secrétaire général un camarade d'extrême-droite. Voilà à quoi aboutit la forme fédérative. Au résultat contraire, au résultat cherché. Il faut donc poser à la Commission la question de la Seine.

Toutes les questions que nous poserons, nous les poserons naturellement, non en grands maîtres comme a dit avec raison la camarade Zetkin, qui détiennent la vérité, la raison absolue, pas davantage en médecins au chevet d'un moribond. Rien de semblable ! Mais comme l'Internationale, dont les représentants sont réunis et veulent aboutir cette fois à des résultats tout à fait précis.

Je n'ai pas énuméré toutes les propositions nécessaires. Elles seront faites devant la Commission. Mais ce qu'il faut, c'est que cette fois-ci les résolutions adoptées soient obligatoires pour tous. Parce que c'est la raison de la déchéance de la 2<sup>e</sup> Internationale que de prendre des résolutions et de ne pas les appliquer. Nous ne pouvons pas le tolérer.

Si l'on trouve que nous ne sommes pas assez informés, alors qu'on nous informe, qu'on prolonge cette discussion. Je serai le premier à demander à l'Exécutif encore une, encore deux journées, pour qu'on nous donne, surtout les camarades français, les renseignements qui nous font défaut. A la Commission, travaillons vingt-quatre heures par jour s'il le faut pour examiner tous les renseignements nécessaires, pour que personne après cela n'ose écrire : « L'Internationale était insuffisamment informée. Nous voulons être informés jusqu'au bout, à fond ».

Mais après avoir formulé les décisions, nous demanderons qu'elles soient appliquées aussi jusqu'au bout et à fond.

# L'ABUS DU CONDITIONNEL

Lorsque j'entends ou que je lis les adversaires les plus résolus de la tactique du front unique, je sens, pour ainsi dire, comme un frôlement de mort.

A les en croire, il suffirait que nous appliquions les méthodes de lutte prolétarienne préconisées par la 3<sup>e</sup> Internationale, pour que les désastres les plus terribles s'abattent sur la classe ouvrière et réduisent à néant le mouvement révolutionnaire.

Mais quand nous étudions d'un peu plus près leur argumentation, notre effroi de la première heure se calme un peu et cède la place, même, à un certain espoir.

En effet, les pourfendeurs les plus farouches du front unique en France ne sont pas aussi affirmatifs dans leurs prophéties sinistres qu'on aurait pu le croire au premier abord, et dans les développements qu'ils donnent à leur pensée, ils abusent singulièrement du conditionnel.

Je ne veux pour exemple que l'article du camarade Georges Lévy paru le 15 juin dans l'*Humanité*.

Après avoir constaté qu'en principe aucune objection ne saurait être soulevée (au conditionnel, comme de juste !) contre cette tactique », l'auteur de l'article s'y oppose, parce que selon lui, « les masses ne saisiraient point que des hommes agissant côte à côte s'injurient » ; « si les polémiques continuaient, elles s'éloigneraient de nous avec dégoût » ; nos adhérents seraient désorientés » ; « ils ne comprendraient pas » et « ils seraient froissés » ; « ils y verraient une concession », etc., etc.

Que de conditionnels, grand Dieu !

Et c'est en se basant sur des suppositions aussi hypothétiques que certains camarades repoussent une tactique contre laquelle ils ne soulèvent aucune objection en principe » et qui a déjà fait ses preuves dans un certain nombre de sections nationales de l'Internationale. Avouez qu'il y a de quoi être au moins étonné.

En déterminant (au conditionnel !) les conséquences désastreuses que l'application de l'unité du front ne manquerait pas d'avoir pour le mouvement ouvrier en France, certains camarades semblent ignorer que les mêmes luttes qui avaient amené la scission de Tours, ont aussi eu lieu dans d'autres pays et ont provoqué les mêmes scissions. La violence des polémiques n'était pas, certes, moindre à ce sujet en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie et en Pologne qu'en France. En Allemagne, en particulier, on ne s'est pas borné qu'aux polémiques et la mort tragique de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, de Léo Joguichès, et de tant d'autres révolutionnaires est une autre source de divisions et de haines que les controverses les plus ardentes entre un Lorient et un Renaudel, entre un Jouhaux et un Monatte. Et si, malgré cela, les communistes d'Allemagne, de Tchéco-Slovaquie ou de Pologne n'hésitent pas à appliquer la tactique du front unique dans leur pays, il n'y a vraiment pas de raisons plausibles pour repousser les mêmes méthodes en France. A moins que les adversaires du front unique n'avouent franchement qu'ils considèrent le prolétariat français comme moins compréhensif, moins intelligent, moins accessible au raisonnement révolutionnaire que le prolétariat allemand, tchéco-slovaque ou polonais !

Je ne m'attacherai pas aujourd'hui à montrer les résultats déjà obtenus ailleurs, grâce à l'application de cette tactique. Qu'il suffise, pour le moment, de dire que ces résultats ne doivent pas être négatifs, puisque nos camarades étrangers — nos camarades allemands en particulier — ne semblent point prêts à abandonner cette méthode de lutte révolutionnaire.

On accuse la tactique du front unique de je ne sais quel machiavélisme. Voici ce que je n'ai jamais pu comprendre. La politique machiavélique présuppose des complots ténébreux, des rusés et des finasseries diplomatiques, des conspirations tramées à l'ombre des caveaux par des hommes masqués et vêtus de « manteaux couleurs de muraille », des coups de poignard dans le dos, au besoin, et quelques tasses de « mauvais café » si l'occasion s'en présente. Rien de tel dans la tactique recommandée par l'Internationale.

Au contraire, c'est ouvertement, au grand jour qu'on cherche à l'appliquer. En appelant toutes les organisations qui se réclament du prolétariat et de la lutte de classe au combat pour un but immédiat et précis, nous disons aux chefs réformistes : « Désireux d'unir toutes les forces prolétariennes dans le bon combat pour les revendications ouvrières et sachant qu'une partie du prolétariat vous suit encore, nous vous demandons de vous joindre aux communistes. Nous nous rendons parfaitement compte que vous ne voulez pas combattre. Nous savons bien que vous préférez la collaboration avec la bourgeoisie à une bataille rangée contre elle. Mais nous vous forcerons de nous suivre ou bien de vous démasquer ouvertement devant la classe ouvrière. Si, emportés par vos adhérents eux-mêmes, vous prenez part honnêtement à la lutte, vous redeviendrez révolutionnaires malgré vous et notre victoire sera d'autant plus assurée. Si vous refusez de nous suivre, vous serez abandonnés par vos troupes. Si vous nous trahissez, vous serez châtiés par vos propres partisans ! »

Voici ce que nous disons aux réformistes clairement, franchement, sans machiavélisme. En agissant ainsi, nous ne croyons nullement faire des Jouhaux, des Renaudel, des Léon Blum et consorts des « guillotins par persuasion », mais en les mettant ainsi au pied du mur, nous les obligeons à choisir devant le prolétariat entre une action révolutionnaire et l'isolement le plus complet.

Croire que le prolétariat de ce pays est incapable de comprendre une tactique aussi claire et aussi franche, c'est vraiment sous-estimer le bon sens et l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière de France.

Si les adversaires du front unique conservent encore le moindre doute sur la valeur de cette tactique et sur le danger qu'elle présente pour le réformisme, nous nous permettons d'attirer leur attention sur la résistance acharnée que les chefs réformistes opposent partout à l'application des méthodes du front unique.

Au dernier congrès syndical polonais, à Cracovie, ils ont livré sur ce terrain une bataille acharnée aux communistes. Ayant encore, grâce à l'appui ouvert du gouvernement, une majorité dans les syndicats, ils ont refusé la parole au député

communiste Lancuski, ils ont refusé de lire les lettres que le Parti Communiste avait adressées au Congrès... et ils ont aidé ainsi puissamment nos camarades communistes à les démasquer aux yeux du prolétariat polonais.

Il n'y a que deux points sur lesquels nos contradicteurs deviennent affirmatifs et cessent d'abuser du conditionnel.

Georges Lévy assure que « les discussions sur le front unique sont une des causes qui ont tari notre recrutement ».

S'il en était ainsi, ce serait vraiment à désespérer de l'intelligence et de l'esprit révolutionnaire du prolétariat !

Comment ! on entame une discussion sur un des problèmes les plus importants de la doctrine et de la tactique révolutionnaires, on cherche à tirer les masses de leur marasme et de leur non-chalance temporaires, en les engageant à discuter les moyens d'enrayer de la façon la plus efficace la grande offensive du Capital, et la classe ouvrière, pour toute réponse, nous tournerait le dos et abandonnerait nos rangs ?

Non, mille fois non ! Ce n'est pas vrai !

Si, çà et là, quelques camarades se sont déclarés excédés des polémiques vaines et personnelles, la faute n'en est pas à la tactique du front unique, mais à ceux qui ont cherché à en dénaturer le sens, à la présenter comme un retour à l'unité d'organisation, comme un acquiescement électoral avec tous les éléments douteux de gauche, comme une trahison envers l'idéal révolutionnaire.

La crise de recrutement a des sources plus profondes. Elle est due d'abord à la crise économique et politique générale qui émousse les énergies et qui affaiblit les volontés ; elle est due en grande partie au manque de fermeté et d'énergie de la direction du Parti, à la faiblesse de nos organismes centraux qui sont incapables d'orienter le Parti, de lancer des mots d'ordre précis susceptibles de rallier les masses, de préparer et d'organiser l'action prolétarienne. Mais le problème est trop vaste pour qu'on l'aborde ici incidemment.

On nous dit encore que c'est « l'unité d'action révolutionnaire avec la C. G. T. U. » qui nous empêche d'appliquer la tactique du front unique, les éléments dirigeants de cette dernière y étant irréductiblement hostiles.

Je ne pense pas qu'en l'occurrence la peur soit le commencement de la sagesse. Au contraire !

Cette peur pourrait nous mener loin ; elle pourrait nous obliger demain (qu'il me soit permis à mon tour, de faire un petit abus du conditionnel !) à abandonner le principe de la dictature du prolétariat et de la république des conseils d'ouvriers et de paysans, au cas où les éléments anarcho-syndicalistes sortiraient victorieux du Congrès confédéral de Saint-Etienne.

Nous avons admis à notre Congrès de Marseille, le principe de l'autonomie des syndicats par rapport au Parti. Il me semble qu'il est grand temps que nous adoptions le principe de l'autonomie du Parti par rapport à la C. G. T. U.

On constate de plus en plus, non sans tristesse, l'abandon de toute initiative de la part du P. C. et son effacement humilié devant la C. G. T. U. Et d'ailleurs, n'est-ce pas là une des raisons de cette crise de recrutement dont se plaignent les camarades ? Qu'on se rappelle seulement l'attitude du Parti la veille du 31 mai. Qu'on se rappelle tout ce qui s'est passé à la réunion

des représentants des partis et des groupements syndicaux, convoquée par l'A. R. A. C. Qu'on se souvienne de l'indécision maladroite de la Fédération de la Seine et de la tenue de son dernier congrès. Les faits sont de trop fraîche date pour qu'on ait besoin d'y insister. Etait-ce aussi la faute de la tactique du front unique si nos organismes centraux et, à leur suite, le parti tout entier se sont montrés inférieurs à leur tâche révolutionnaire ?

Préoccupés d'abord, et ce n'est que justice, de leurs intérêts professionnels, de leur lutte quotidienne, ce ne sont pas les syndicats qui dirigent l'action politique, qui préparent et qui organisent la Révolution.

La Révolution russe de 1905-1906, aussi bien que celle de 1917 a été préparée, déclenchée et dirigée par les partis politiques de la classe ouvrière et non pas par ses organisations professionnelles. Jusqu'à 1905-1906, les syndicats n'existaient pas en Russie et, fondés grâce à la première Révolution, ils ont été bientôt dissous par la réaction ou ont dû mener une existence clandestine et squetétique. Leur rôle révolutionnaire fut nul. C'est après le triomphe de la Révolution qu'ils seront appelés à organiser la production, la vie économique à l'Etat prolétarien.

Nous n'en sommes pas là. C'est la tâche du Parti Communiste de conduire la classe ouvrière vers la Révolution. Pénétrons-nous bien de la grandeur d'une telle tâche. Ne nous en laissons pas détourner par la peur du syndicalisme anarchisant, ni... par l'abus du conditionnel !..

Michel MERLAY.

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

# NOUVELLE ÉTAPE

PAR

LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3<sup>e</sup> Congrès de l'U. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité  
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur